

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses **alternatives**



Sommaire

Espionnage du Réseau "Sortir du nucléaire"	P. 3
L'actualité en bref	P. 4
Actions et vie des groupes	P. 6
Tribune Libre	P. 10
EPR, une erreur historique	P. 12
Four solaire atomique	P. 14
J'ai marché à Pripiat	P. 16
Allemagne, Dardesheim et renouvelables	P. 18
Bonnes nouvelles !	P. 19
Toitures végétalisées	P. 20
LED, ampoules durables et très économes	P. 24
Lille, un exemple à suivre	P. 25
En bref !	P. 26
Climat, Al Gore écarte l'énergie nucléaire	P. 28
Autriche, une centrale convertie aux renouvelables	P. 29
Three Mile Island, retour vers le futur	P. 30
Action et non violence	P. 32
Combattre le nucléaire et les OGM	P. 34
Trombinoscope	P. 36
A lire	P. 39
Solaire pour tous !	P. 40



Couverture Sabine Li

Editorial

Pour une Europe sans nucléaire !

La France, forteresse du nucléaire, aux murailles si bien jointives qu'elles sont étanches aux nuages radioactifs... Retranchés, les vassaux d'Areva y fourbissent leurs armes. C'est que la prochaine bataille diplomatique s'annonce cruciale.

Pensez donc ! Les colporteurs de l'EPR, le sieur Sarkozy à leur tête, ont beau traîner leurs guêtres par monts et par vaux, les acheteurs peinent à se bousculer. Recevoir le monarque lybien et sa cour, brader la marchandise de la Finlande à la Chine... voilà qui semble ne pas suffire. Les soudards de l'atome mendient les deniers de l'Etat pour se renflouer, et cherchent à redorer leur blason, sérieusement rouillé.

Les voilà qui se fantasment en preux chevaliers de la lutte contre le dérèglement climatique. Si seulement la communauté internationale voulait bien les adouber ! "Usurpation", avez-vous dit ? Les intrigues vont bon train en vue du sommet international de Copenhague sur le climat, en décembre 2009. C'est là que tout pourrait se jouer, si le nucléaire était admis parmi les MDP, ces "mécanismes de développement propre" dont ils sont jusqu'ici exclus par le Protocole de Kyoto.

Pour étayer cette imposture, de nouveaux étendards publicitaires claquent au vent : le nucléaire serait "propre", "sans carbone", "renouvelable"... Voilà une transmutation digne des meilleurs alchimistes - ce qui ne devrait pas nous étonner, le nucléaire étant une vieillerie moyen-âgeuse. Le nucléaire pour sauver le climat ? Et pourquoi pas la catapulte, pendant qu'on y est ?

Mais aucune citadelle n'est imprenable. Unissons nos efforts, portons ensemble les coups de boutoir ! Allemagne, Autriche, Espagne, Belgique, même l'Italie du triste sire Berlusconi... autant de pays dénués de centrales ou engagés dans une sortie du nucléaire. Les colporteurs d'EPR n'y feront pas affaire de sitôt, malgré les boniments

médiatiques qui cherchent à nous le laisser croire.

D'abord, de l'intérieur de la forteresse, déléguons au Parlement européen des députés opposés au nucléaire, lors des élections du 7 juin prochain. Commandez et diffusez largement le dépliant d'information ci-joint, et interpellez les listes candidates !

Ensuite, rejoignez-nous nombreux à Colmar pour un grand rassemblement européen le week-end des 3 et 4 octobre 2009, afin d'exiger la fermeture de la centrale de Fessenheim, cet archétype de la vieillerie nucléaire, poussive et dangereuse. Sise en Alsace, elle est proche de l'Allemagne, la Suisse, le Luxembourg et la Belgique : nos amis européens seront des nôtres. Lisez et diffusez "Les Dernières Nouvelles de Fessenheim", supplément gratuit à cette revue !

Mobilisons-nous sans faiblir, afin qu'un jour prochain la forteresse nucléaire apparaisse aux yeux de tous pour ce qu'elle est : un château... de cartes.

Xavier Rabilloud

xavier.rabilloud@sortirdunucleaire.fr

Agissez maintenant :

1/ En commandant des documents de campagne "Agissons pour une Europe sans nucléaire" afin d'interpeller les listes des candidats aux élections européennes jusqu'au 7 juin 2009. Prix des documents (frais d'envoi inclus) : 10 ex. : 3 euros, 50 ex. : 13 euros, 100 ex. : 20 euros.

2/ En commandant le journal DNF "Dernières Nouvelles de Fessenheim" ci-joint. Prix port compris : les 10 : 6 euros, les 50 : 18 euros.

Envoyez votre chèque à : Réseau "Sortir du nucléaire" 9, rue Dumenge - 69 317 Lyon Cedex 04 Libellez votre chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire". Ou passez commande sur notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org/>

Merci beaucoup pour votre participation.

Espionnage de "Sortir du nucléaire" et Greenpeace par EDF :

"Sortir du nucléaire" porte plainte contre EDF et la DST

Communiqué de presse du 31 mars 2009

A la suite des révélations faites par le média en ligne Médiapart, selon lequel EDF a espionné le Réseau "Sortir du nucléaire" et Greenpeace, le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce les méthodes d'EDF mais aussi celles de la DST (aujourd'hui DCRI) dont le rôle reste à éclaircir.

Médiapart écrit :

"L'ancien commandant de police Pierre François avait été chargé de développer au sein d'EDF des activités de renseignement afin de prévenir d'éventuelles attaques terroristes, mais aussi des campagnes de déstabilisation ou des actes de malveillances émanant de la mouvance anti-nucléaire, comme les associations Sortir du nucléaire ou Greenpeace, très investies en la matière. La "cellule" animée par Pierre François aurait notamment infiltré ces associations, parfois avec la bénédiction des services spéciaux français dont sont issus la plupart de ses membres."

Après s'être procuré un document confidentiel défense issu d'EDF, qui reconnaît que le réacteur nucléaire EPR n'est pas conçu pour résister à un crash d'avion de ligne, Stéphane Lhomme, porte-parole du Réseau "Sortir du nucléaire" a été placé en garde à vue à deux reprises par la DST (aujourd'hui DCRI) le 16 mai 2006 et le 25 mars 2008.

Ces deux gardes à vue ont été menées sur réquisition du Parquet de Paris, section "antiterroriste", et Stéphane Lhomme est sous la menace de 5 ans de prison et de fortes amendes pour "compromission du secret de la défense nationale". Pour protester contre cette mise en examen, le Réseau "Sortir du nucléaire" avait mis en ligne le document Confidentiel défense et l'avait diffusé à de nombreuses organisations et personnalités qui l'avaient aussi mis en ligne. *

EDF et la DST ont clairement un intérêt commun : découvrir qui, au sein d'EDF, a fait parvenir au Réseau "Sortir du nucléaire" des documents sensibles, dont le fameux document confidentiel défense sur l'EPR. Une question est posée : la DST a-t-elle aidé EDF pour espionner le Réseau "Sortir du nucléaire" ?

Ce sont donc plutôt EDF et la DST qui doivent être inquiétées et non les militants du Réseau "Sortir du nucléaire" qui n'ont fait que leur devoir de citoyens. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a porté plainte contre EDF et contre la DST. Le Parquet de Paris doit prononcer un non-lieu pour Stéphane Lhomme et enquêter sur le processus d'espionnage mis en œuvre par EDF et la DST.

* www.sortirdunucleaire.org/dossiers/confidentiel-defense.html

Le Réseau dans les medias

Retrouvez tous les communiqués de presse du Réseau "Sortir du nucléaire", ses nombreuses interventions médias ainsi qu'une revue de presse sur : <http://www.sortirdunucleaire.org/>

Aidez-nous à poursuivre notre action

Soutenez notre action en faisant un don à :
Réseau "Sortir du nucléaire"
9, rue Dumenge – 69317 Lyon Cedex 04
Merci de libeller votre chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire". Votre don est déductible à 66% de vos impôts.
Découvrez notre sélection d'ouvrages, DVD, badges... sur le nucléaire et les alternatives.
A commander directement sur : <http://boutique.sortirdunucleaire.org/>



© Dron

L'ACTUALITÉ EN BREF

6 février 2009

Sarkozy sur les falaises de Flamanville : le nucléaire français... au bord du gouffre

En visitant le catastrophique chantier de l'EPR de Flamanville (Manche), par lequel EDF rivalise de retards et de surcoûts avec Areva qui fait aussi "bien" sur le chantier EPR de Finlande, Nicolas Sarkozy a parfaitement symbolisé l'état général de l'industrie nucléaire française : au bord du gouffre.

EDF et Areva ont perdu entre 60% et 70% de leurs valeurs en bourse depuis plusieurs mois, et sont lourdement endettées pour participer à une supposée "renaissance du nucléaire"... qui est encore plus improbable avec la crise financière et économique mondiale.

L'heure de vérité approche et, une fois de plus, ce sont les citoyens-contribuables qui risquent bien de payer la note. Autant en profiter pour arrêter définitivement cette industrie archaïque.

11 février 2009

France 3 met à jour la contamination de la France par les mines d'uranium

Ce sont des choses que nous dénonçons depuis longtemps, mais bravo à France 3 d'avoir révélé le dossier au grand public, qui plus est à 20h35. On retiendra entre autre que le député Bataille, soldat fidèle de l'industrie nucléaire et promoteur de l'enfouissement des déchets radioactifs, a étalé son incompetence devant la caméra. A tel point qu'il a écrit à France 3 pour protester : il aurait été "piégé" par les journalistes. Piégé en lui donnant la parole ? Amusant.

Autre "vedette" de la soirée, le ministre de l'Ecologie (?) Jean-Louis Borloo, avachi dans son fauteuil, accusant le journaliste Elise Lucet de "cacher la vérité" alors que, justement, elle a mis à jour avec son équipe ce "scandale de la France contaminée". On croit rêver...

12 février 2009

Profits records de Total : "Sortir du nucléaire" demande une taxe spéciale en faveur des énergies renouvelables

L'entreprise pétrolière Total a annoncé un bénéfice record de près de 14 milliards d'euros en 2008, le plus gros profit jamais réalisé par une entreprise française. Or, Total envisage d'investir dans le nucléaire. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a donc rappelé une donnée cruciale : les enquêtes d'opinion montrent que 90% des citoyens, même ceux qui s'accrochent au nucléaire, demandent désormais à ce que les investissements dans l'énergie se fassent prioritairement dans les énergies renouvelables.

Par ailleurs, comme tous les pays de l'Union européenne, la France a désormais un objectif ferme à atteindre en 2020 : pas moins de 23% d'énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie. Il serait donc légitime de taxer lourdement les profits de Total, ne serait-ce que pour empêcher qu'ils ne soient investis dans l'atome, et de les reverser vers les renouvelables...

16 février 2009

Collision : le « conteneur » était... un sous-marin-atomique !

Le 6 février dernier, le ministère de la défense annonçait que le sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) le Triomphant avait heurté un "objet immergé", ajoutant que c'était "probablement un conteneur". Et ce n'est que le 16 février, après les révélations par le quotidien britannique The Sun, que le ministère a reconnu que la collision avait concerné... deux sous-marins atomiques : un français et un britannique.

Il apparaît donc clairement que, une fois de plus, le premier réflexe du lobby nucléaire est de cacher la vérité. Rien n'a donc changé depuis le mensonge d'Etat à propos du nuage de Tchernobyl



(catastrophe nucléaire du 26 avril 1986 en Ukraine). Le nucléaire "transparent" n'existe pas et n'existera jamais. Les citoyens doivent rejeter cette industrie, tant son volet "civil" que son volet militaire. Avant la catastrophe.

23 février 2009

Sarkozy et Berlusconi adeptes de la méthode Coué

Après avoir proposé du nucléaire à Kadhafi, Sarkozy fait affaire avec un autre ami des droits de l'Homme, Berlusconi. Un protocole d'accord est signé, évoquant l'éventualité de la vente de 2 à 6 réacteurs EPR à l'Italie. La presse française salue immédiatement ce nouveau "succès" à l'exportation alors que, comme lors de la plupart des voyages de Sarkozy, il ne s'agit que de vagues hypothèses. Il reste "juste" à trouver les experts (l'industrie nucléaire est désertée par les jeunes diplômés), les sites pour construire les centrales et, surtout, les milliards pour les financer.

Sarkozy et Berlusconi sont adeptes de la méthode Coué : en répétant inlassablement le mot "nucléaire", ils espèrent voire pousser des réacteurs comme des champignons (atomiques ?).



25 février 2009

Areva en faillite ?

Areva présente ses comptes pour 2008 et ses prévisions 2009. Pertes colossales sur le chantier de l'EPR de Finlande, facture de 2 milliards du fait du départ de Siemens, plusieurs investissements insensés aux USA, 60% de baisse en bourse en quelques mois, Areva est au bord de la faillite. L'industrie nucléaire française est sinistrée et espère être renflouée par l'argent public. Sarkozy n'a rien contre mais les caisses sont vides. Il serait question de faire entrer au capital d'Areva des fonds issus du Moyen-Orient. Difficile après ça de vanter encore la "maestria de l'industrie nucléaire française" et l'"indépendance" qu'elle apporterait à la France.

5 mars 2009

Vraies-fausses publicités d'Areva dans les magazines pour jeunes

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a présenté plusieurs plaintes contre Areva devant le Jury de déontologie publicitaire (JDP), lequel a succédé au Bureau de vérification publicitaire (BVP) de sinistre mémoire : il était clairement à la solde des publicitaires. Le JDP fera-t-il mieux que le BVP ? Nous y reviendrons dans le prochain numéro.

Pendant ce temps, Areva, mais aussi EDF qui ne semble pas vouloir être en reste - multiplie les "vraies-fausses" publicités dans les magazines pour jeunes. Tous les moyens de tromperie sont de mise : faux "jeu-concours", logos des magazines sur les publicités, chartes graphiques de "compromis" entre celle d'Areva et celles des magazines, maquette et titre d'un magazine réutilisés pour un "dossier"... rédigé par EDF, etc. Suivez bien cette affaire, les surprises seront nombreuses...

9 mars 2009

Vraies-fausses mesures de radioactivité autour des centrales nucléaires

Le 12 janvier 2009, le Réseau "Sortir du nucléaire" révélait que les laboratoires de toutes les centrales nucléaires EDF s'étaient vus refuser par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) les agréments concernant diverses mesures de radioactivité dans leur environnement. L'ASN avait par ailleurs "oublié" de révéler cette information cruciale... ce dont s'était chargé le Réseau "Sortir du nucléaire".

Les autorités (ASN, ministère de l'Écologie) avaient alors expliqué que les mesures étaient effectuées pour EDF par des laboratoires agréés.

Or, le Réseau "Sortir du nucléaire" a rendu public une lettre de suite d'inspection par l'ASN, datée du 22 janvier 2009, qui reconnaît clairement que la centrale nucléaire du Blayais a continué à fonctionner illégalement : "L'inspecteur a constaté que le CNPE du Blayais n'a pas sous-traité ces mesures réglementaires à des laboratoires agréés comme l'exige la réglementation à partir du 1^{er} janvier 2009."

On peut d'ailleurs penser qu'il en est de même concernant d'autres centrales mais, rassurez-vous, aucune sanction n'est prévue contre EDF...

24 mars 2009

Unis contre les mines d'uranium au Niger... et ailleurs

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a réuni à Paris, pour une conférence de presse très suivie, des personnalités politiques d'horizons divers : Olivier Besancenot (NPA), Cécile Duflot (Verts), Corinne Lepage (Cap21) et Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche).

Cette initiative s'est tenue à la veille du départ de Sarkozy pour l'Afrique avec, en particulier, le parrainage d'un accord entre Areva et le Niger pour ouvrir une mine d'uranium géante, en plus de celles déjà exploitées par Areva depuis 45 ans.

Le Réseau et ses invités ont dénoncé les ravages environnementaux causés par les mines d'uranium au Niger et ailleurs (contaminations, assèchement des nappes phréatiques) et le triste devenir de Touaregs, chassés de leurs territoires historiques pour laisser place aux business d'Areva.



Stéphane Lhomme

stephane.lhomme@sortirdunucleaire.fr

Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts de ces derniers mois

Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par mail à Jocelyn Peyret, coordinateur des groupes et actions : jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr - Tel. 04 79 36 13 19

Une brillante initiative !

Le 26 février dernier, plus de 15 000 habitants de la région de Braunschweig (Nord de l'Allemagne) se sont regroupés tout au long du trajet entre l'ancienne mine de Schacht Konrad et le site d'enfouissement d'Asse II, pour former une chaîne de lumière de 52 km de long !



Par cette action, qui a rassemblé des individus et groupes d'horizons très divers (écologistes, mais aussi paysans, associations sportives, syndicats, Eglises...), les habitants ont jeté un coup de projecteur sur la gestion catastrophique des déchets nucléaires. Le site d'Asse II constitue une véritable bombe à retardement : autrefois présenté comme modèle international pour l'enfouissement, il est touché par des infiltrations d'eau, et promis à l'inondation d'ici quelques décennies.

Grâce à cette belle mobilisation, le message de protestation a été visible de loin !

Succès de la mobilisation pour Chernobyl Day

De nombreuses actions locales ont été organisées lors des journées internationales de mobilisation contre le nucléaire les 25-26 avril 2009 pour "Chernobyl Day", à l'initiative du Réseau "Sortir du nucléaire". Cette année, il s'agissait de dénoncer les 50 ans de soumission de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) qui avance encore le chiffre ridicule de 50 victimes suite à la catastrophe de Tchernobyl.

Découvrez les photos et les reportages sur le site : <http://chernobyl-day.org/>



Première action publique du collectif Fessenheim 2009

Samedi 21 mars à 10h30, 250 personnes se sont rassemblées devant la centrale de Fessenheim, pour dénoncer la prochaine visite de l'AIEA (fin mars-début avril). Des Allemands, des Suisses et de nombreux Alsaciens avaient fait le déplacement pour participer à cette action qui avait également pour but de lancer officiellement le rassemblement "Fermons Fessenheim" des 3 et 4 octobre prochain. Il s'agissait samedi 21 mars d'une première sortie au grand jour du collectif organisateur de ce rassemblement européen.

De nombreuses autres actions, stands, conférences... vont être organisés d'ici les 3 et 4 octobre.

Si vous souhaitez vous joindre à nous, diffuser des documents de campagne (tracts, affiches, journal), organiser un événement, etc. n'hésitez pas à en informer Jocelyn Peyret (nous recherchons également des bénévoles pour divers stands d'ici début octobre) : contact@fermons-fessenheim.org ou par téléphone au 04 79 36 13 19.

Vous pourrez trouver des informations, un agenda, des documents en téléchargement sur <http://fermons-fessenheim.org>

En attendant pensez à réserver votre week-end des 3 et 4 octobre pour exiger que la centrale de Fessenheim ne redémarre jamais. L'arrêt définitif de Fessenheim à l'automne 2009 sera le signal de la sortie du nucléaire. Des départs groupés seront organisés et les informations disponibles sur le site du rassemblement.



Une prise de position remarquable

Vœu relatif à l'information des Caennais sur le transit des déchets nucléaires sur le territoire de la Ville de Caen

Nous, conseillers municipaux de Caen devons prendre notre responsabilité d'élus locaux pour contribuer à l'information sur ces risques liés au transport de matières radioactives comme pour tous les risques technologiques.

Considérant la charte de l'environnement ayant valeur constitutionnelle, et notamment son article 7 "Toute personne a le droit, dans les conditions et limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement".

Considérant l'article L 125-2 du Code de l'Environnement : "Les citoyens ont droit à une information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent. Ce droit s'applique aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles".

Les élus de la ville de Caen souhaitent que les citoyens caennais soient informés des passages des trains de déchets nucléaires qui transitent sur le territoire de la commune. Pour cela, ces informations seront demandées auprès de l'Autorité de Sûreté Nucléaire et de la SNCF. Elles seront publiées a posteriori sur le site internet de la ville.

Adopté à l'unanimité.



AREVA : gagnant du prix Pinocchio du développement durable !

Les Amis de la Terre ont décerné les prix Pinocchio du développement durable 2008, à trois entreprises parmi les 12 nominées pour des pratiques allant à l'encontre du développement durable, ou des campagnes de communication abusives.



Dans la catégorie "Environnement", le géant du nucléaire AREVA a été récompensé d'un prix Pinocchio pour les pollutions radioactives graves survenues début juillet sur le site français du Tricastin (Drôme), suite à ce que les autorités ont décrit comme une "série de dysfonctionnements et de négligences humaines". Ces événements rappellent à quel point le nucléaire est une énergie dangereuse.

Dans la catégorie "Greenwashing", c'est également AREVA qui a obtenu le prix Pinocchio 2008 pour son slogan "Nos énergies ont de l'avenir, un avenir sans CO₂". Malgré les tentatives du groupe pour présenter le nucléaire comme une solution propre et positive en matière de réchauffement climatique, son bilan en la matière reste très loin derrière les énergies renouvelables, que ce soit en termes d'efficacité ou de coût financier, et l'omission permanente dans ses publicités des risques spécifiques au nucléaire (déchets, fuites, démantèlement, etc.) scandalise plus d'un citoyen.

Les résultats des votes détaillés par catégorie sont accessibles sur le site www.prix-pinocchio.org

Front anti-EPR

Alors que Sarkozy devait annoncer le site choisi pour un deuxième réacteur EPR, de nombreuses actions se déroulèrent en opposition à cette relance du nucléaire.

Ainsi à Avignon, à Chooz et à Dieppe plusieurs rassemblements ont été organisés pour dénoncer ce choix et informer localement des risques liés à l'implantation d'un réacteur et des abérations économique, écologique et sociale qui en découlent. Le choix s'est porté sur la Haute-Normandie avec la ville de Dieppe. Un Collectif Stop-EPR s'est depuis constitué et les actions se sont multipliées. N'hésitez pas à rejoindre le collectif et aider ainsi à la mobilisation contre ce projet.

Dans les prochains mois, de nombreux axes de travail devraient être développés mais le premier rendez-vous que le collectif donne aux sympathisants anti-EPR consistera en une marche Dieppe-Penly le dimanche 28 juin.

Pour plus d'informations :
<http://www.stop-epr.org> - jocelyn@stop-epr.org

Stop-THT : Mobilisation réussie

Samedi 31 janvier, plus de 4 000 personnes se sont rassemblées à Mortain dans le Sud-Manche en refus à la ligne THT "Cotentin-Maine". Entre autres revendications, elles réclamaient une étude sur l'impact sanitaire de la future ligne THT.

La Coordination Interrégionale Stop-THT a indépendamment mené une enquête auprès de 2800 Normands courant 2008. Les résultats, non scientifiques, sont parlants : vivre sous une ligne Haute Tension c'est un "enfer". Dans la continuité de cette enquête, la coordination demande à RTE de mener une étude scientifique affinée afin de connaître les risques sanitaires.

À ce jour, RTE fait le mort. Par peur des résultats ? Consultez l'enquête de la Coordination interrégionale: <http://www.sortirdunucleaire.org/index.php?menu=actualites&sousmenu=dossiers&sousmenu=stop-THT&page=index>



© Laurence Coullant



© Daniel Marchand

Création d'un collectif contre le projet d'EPR à Penly

Samedi 28 mars, à Rouen, une centaine de personnes ont répondu à l'invitation du Réseau "Sortir du nucléaire" pour la constitution d'une opposition au projet de réacteur EPR à Penly.

Après un point technique, économique et politique par Didier Anger, les personnes présentes (à titre individuel ou représentant une association ou un parti politique), ont échangé leurs idées quant à divers événements et stratégies à mettre en œuvre. La constitution d'un collectif régional, en lien avec le collectif Grand Ouest "EPR non merci, ni ailleurs ni ici", a fait l'unanimité.



Toutes les infos sur l'Assemblée générale 2009

Découvrez tous les documents de l'Assemblée générale du Réseau "Sortir du nucléaire" qui s'est déroulée fin janvier 2009 à La Rochelle en vous rendant sur le site suivant :

<http://ag2009.sortirdunucleaire.org/>

Vous pourrez notamment y lire le rapport financier, le rapport moral, le compte rendu avec les décisions importantes...

Vous pouvez aussi nous demander ces documents en nous écrivant ou en nous téléphonant au 04 78 28 29 22.

La prochaine Assemblée générale du Réseau aura lieu à Lyon les 6 et 7 février 2010.

4 militants anti-nucléaires condamnés par la justice

Le tribunal correctionnel de Caen a condamné mercredi 28 mars quatre militants anti-nucléaires à 2 500 euros, dont 2000 avec sursis et à verser 7 500 euros de dédommagement à la SNCF.

Ils avaient en effet participé à une action de blocage d'un train de déchets nucléaires en provenance d'Italie, en juillet dernier, et à destination de l'usine de retraitement de La Hague (50).

Selon la SNCF, 7 trains avaient dû être arrêtés par mesure de sécurité envers les militants. Areva n'a pas pipé mot, ne voulant pas faire de ce procès une tribune politique. C'est donc la SNCF qui a été "chargée" d'aller en justice.

D'autres militants se voient convoqués devant la justice pour des actions remontant parfois à plusieurs mois voire années. Ainsi le 9 juin prochain est prévu le procès des occupants d'un pylône à Flamanville en 2008.

Contact, informations et soutien :
<http://ganva.blogspot.com>
ganva@nanodata.com

Marche internationale Genève-Bruxelles

Rappelez-vous il y a 1 an, nous nous préparions à accueillir et à accompagner des marcheurs anti-nucléaires de diverses nationalités pour une traversée de la France en presque 80 étapes. Au départ de Londres, via Cherbourg, Tours, Orléans et se terminant à Genève, cette marche fut un moment fort de militantisme et de convivialité.



Cette année, ils remettent ça au départ de Genève le 26 avril pour terminer à Bruxelles le 9 juillet.

De nombreux événements en cours de parcours sont organisés et de nombreux sites nucléaires seront dénoncés tout au long de la marche. Cette année encore nous faisons appel à vous soit pour les accueillir sur la partie française (en Alsace du 20 au 27 mai) soit pour vous joindre à eux pour quelques heures, quelques jours ou toute la marche.

Pour plus d'informations :
www.sortirdunucleaire.fr
 Mail : walk2009@gmail.com
 Tel. 06 20 36 57 17

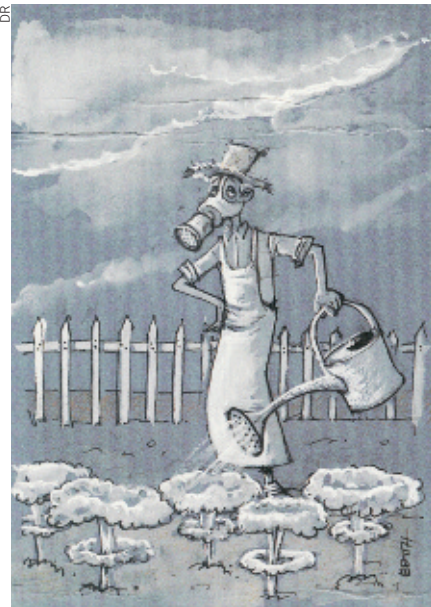


Le Réseau, c'est vous ! Cette revue, c'est la vôtre !

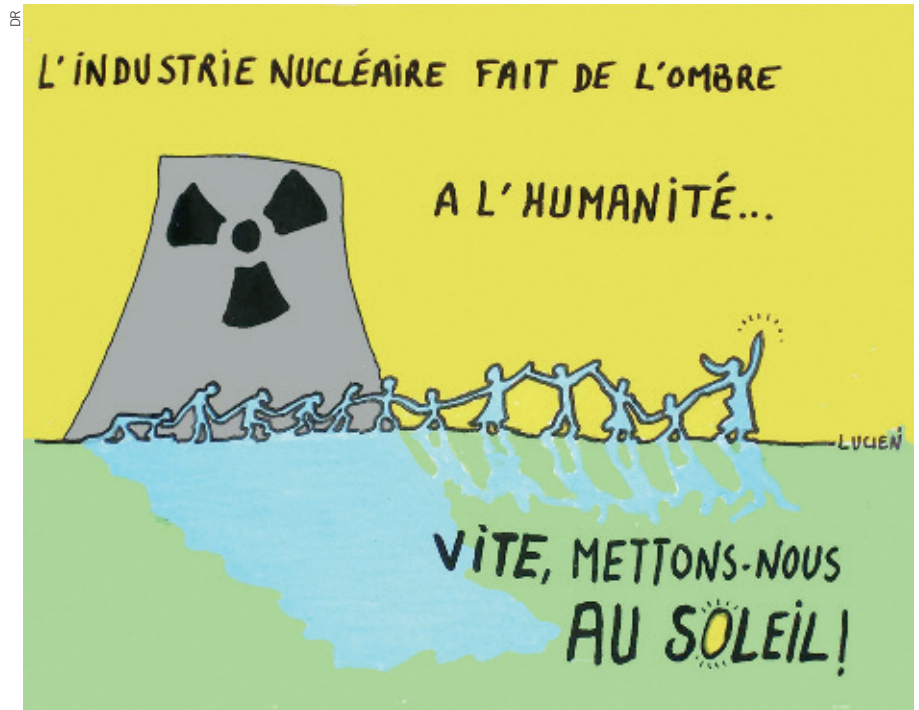
*Vous souhaitez réagir ou faire une proposition d'article au Réseau "Sortir du nucléaire" ?
N'hésitez pas à écrire à : xavier.rabilloud@sortirdunucleaire.fr*

Nucléaire : vous avez dit "ruineux" ?

[...] M. Siemens divorce d'avec Mme Areva. Il part avec 34% du capital, ce qui n'est pas grand chose. En compensation, il a les plans de l'EPR qui lui serviront de dot pour son remariage avec Mme Rosatom. [...] Le nouveau groupe Rosatom-Siemens, avec l'appui de Toshiba et Alstom (turbines) devrait ravir à Areva la place de leader mondial du nucléaire [...] On déplore que la construction des 2 EPR, réacteurs de 3ème génération, à Flamanville et en Finlande prenne tellement de retard (38 mois en Finlande), que le coût va considérablement augmenter et on ne sait pas encore qui va éponger cette rallonge : les Finlandais demandent 2,4 milliards d'euros de pénalité sur une commande de 3 milliards !



Mais cela n'est rien, car l'Etat français a tout prévu depuis le début. L'actionnaire principal d'Areva, à hauteur de 79%, est le CEA. Le CEA est une entreprise publique, donc Areva, c'est nous, les contribuables ! Et, comme nous sommes si riches que nous avons placé plein de milliards dans les banques qui seront bien obligées de nous les rembourser un jour (comme l'emprunt russe !), la vie est belle. Et puis, de toute façon, s'il en



manquait, des milliards, pas de problème, le Magicien de l'Elysée en a encore plein les manches... Le nucléaire n'a pas fini de nous étonner : on le savait polluant et dangereux, on le découvre en plus ruineux.

Jacques Terracher

Publicités déguisées d'Areva dans la presse pour jeunes : courriers adressés aux rédactions

Je suis lycéenne en classe de première scientifique, lectrice assidue de Science & Vie Junior. Mes deux frères l'ont été avant moi, puisque nous sommes abonnés depuis une dizaine d'années. Je tiens à vous dire que votre journal m'a apporté des connaissances, et beaucoup d'intérêt pour les sciences, dont je souhaite faire mon métier. C'est vous dire mon étonnement quant à la publicité [déguisée en article] faite à l'entreprise Areva [dans les colonnes de Science & Vie Junior], dont l'objectif est le développement de l'énergie nucléaire. Or cette énergie n'est ni propre, ni renouvelable ; l'uranium, comme le pétrole, est en quantité limitée sur Terre ; et se trouve surtout dans des pays pauvres (Niger) où

les travailleurs sont peu protégés et peu payés. De plus, le devenir des déchets est plus que préoccupant pour les générations à venir. Sans parler des risques d'irradiation, des coûts... Mais je suis persuadée que vous connaissiez déjà bien la nocivité du nucléaire. Mais alors pourquoi [ne pas en parler] ? Y aurait-il un rapport avec l'encart publicitaire d'Areva ? Un quelconque lien de financement important ? Si oui, qu'en est-il de votre liberté d'expression ? C'est donc avec résignation que je vous annonce ne plus vouloir renouveler mon abonnement.

Célia Mogultay (67)

Nous sommes atterrés de constater qu'une maison d'édition pour la jeunesse puisse s'acoquiner avec Areva et lui dérouler le tapis rouge pour une "communication" des plus orientée sur l'énergie nucléaire ! Les consommateurs-électeurs de demain seront bien formatés, le nucléaire a de beaux jours devant lui... Foin de toute allusion à la question des déchets, de la destination des sous-produits à des fins militaires, des risques et accidents déjà avérés, du modèle de société induit par l'hyper-concentration

de la production énergétique, et... la concentration des profits qu'entretient si bien Areva ! Non, tout baigne ! Le discours est bon enfant avec moult références au "naturel", et le nucléaire résoud tous les enjeux du XXIème siècle. Merci Areva ! Nous, parents, nous insurgeons contre une telle démagogie de votre part, et pour cette raison, ne renouvelerons pas notre abonnement à Bayard Presse. A bon entendre...

Vincent Luneau et Guylaine Fougeray (22)

Abonnée aux "Clés de l'actualité" dans le but d'informer le plus objectivement possible ma fille, c'est avec surprise et consternation que j'ai trouvé joint au journal 4 pages sur l'énergie nucléaire signées par Areva. Cette "publi-information" fait un éloge non critique de l'énergie nucléaire. C'est avec une partialité consternante que le nucléaire est présenté, de plus des demi-vérités, des omissions et des mensonges ponctuent cette pub ! Bravo pour un journal qui veut donner des clés pour l'information ! [...] Mais en revanche nous admirons les jolis logos "PEFC" et "Imprim'Vert" pour donner le change. Je suis particulièrement choquée par cette tentative de manipulation de l'opinion des générations futures. [...] Je ne renouvelerai donc pas mon abonnement, mais je vous demande d'insérer dans un prochain numéro des "Clés de l'actualité" le 4 pages édité par le Réseau "Sortir du nucléaire", intitulé "Ni nucléaire, ni effet de serre", par souci d'objectivité. Pouvez-vous également me communiquer la somme perçue par les "Clés de l'actualité" auprès d'Areva pour cette publicité ?

Véronique Sydor (64)

Energie thermique des mers : plus d'ambition !

Les associations polynésiennes œuvrant pour l'environnement vous envoient tous leurs encouragements à lutter contre cette folie nucléaire. [...] Nous avons dans nos milieux insulaires océaniques profonds (vastes comme l'Europe) de quoi produire assez d'énergie pour le "vieux continent" à travers les technologies ETM (Energie Thermique des Mers) que connaît bien IFREMER ! Des plates-formes off-shore combinées (ETM-Eolien-Hydrolien, etc.) peuvent être des investissements beaucoup plus durables et rentables que celles des forages pétroliers. Les tankers (navires pétroliers) obsolètes pourraient être aménagés pour transporter l'hydrogène produit off-shore.

Les technologies sont au point mais étouffées par les lobbies nucléaire et pétrolier ! Le gouvernement Sarkozy parle de lancer timidement cette technologie sur l'île de la Réunion... Ça manque d'ambition, de perspicacité et de probité ! Solidairement vôtre.

Gilles TeHau Parzy

Membre du Comité d'associations
NO TOU FENUA,
Directeur d'Eden Parc
et Bio-Organic Consulting

Vigie bénévole, pour dénoncer le silence de l'OMS

J'ai assumé une présence devant l'OMS... Attendre simplement sur un trottoir à côté d'un panneau de rappel de ce que l'opinion publique est encore bien lente à comprendre, que Tchernobyl est un crime qui se perpétue. Passive et non violente en apparence, cette manifestation pourtant revient à une dénonciation. Le nombre des victimes est effarant et continue de croître. Attendre simplement sur un trottoir peut par moments sembler dérisoire ou futile.

Puis il nous revient du fond de nous que cela pourtant peut être terriblement pertinent. Je me sens alors juste, à ma place juste, mieux que nulle part ailleurs au monde. Face au premier symbole de la vigilance sur la santé des peuples du monde, l'Organisation Mondiale de la Santé, j'ai assuré un temps de présence avec l'impertinence de dénoncer cette faille de vigilance justement, cette défaillance de l'OMS. [...] J'ai assumé quelques jours l'honneur de faire partie de cette

équipe d'espèces de Don Quichottes qui se relaient à cette permanence face à des armées de moulins à vent de notoriété, menteurs, irresponsables et cyniques. Oui, se sentir représentant d'une part de l'âme de l'humanité, d'un inconscient commun, c'est une sacrée expérience d'accomplissement. Bonnes continuations... Amitiés solidaires.

Pour participer à cette action et en savoir plus : <http://independentwho.info>

Dominique Maddaléna (95)

"Danger autoproduiteur" ? Fausse alerte !

Je souhaite réagir suite à la lecture de la revue n°41 et notamment à la brève intitulée "Danger, auto-producteur !". En effet, il n'y a rien de "choquant" à apposer un autocollant "production autonome" sur la logette électrique et une mention "danger, auto-producteur" sur le matériel électrique; ce sont simplement des règles de sécurité pour les intervenants sur le réseau ! En cas de coupure sur le réseau, l'installation autonome peut quand même injecter du courant sur ledit réseau et donc il y a risque d'électrocution pour les intervenants ! Il est donc souhaitable que les installations autonomes soient identifiées pour prévenir des accidents électriques sur les personnes intervenant sur le réseau... Je souhaiterais donc rassurer Alain Duchasténier ainsi que les lecteurs de la revue : il n'y a pas de commando à la manœuvre sur cette affaire... Soyons anti-nucléaire mais pas parano !!!

Pierre-Yves Pelosse



Deuxième EPR : une erreur historique pour l'économie française

La décision de construire un deuxième réacteur nucléaire de type EPR puis sans doute un troisième est lourde de conséquences pour l'économie française : un choix économique catastrophique !

En premier lieu il est illusoire de penser que la politique pro-nucléaire engagée depuis 1974 ait permis une plus grande efficacité énergétique de notre économie. Au contraire une étude réalisée par Yves Lenoir et Jean-Pierre Orfeuil publiée dans Science et Vie en 1988 montrait que le programme électro-nucléaire avait été avant tout un formidable accélérateur de la consommation énergétique et électrique de la France.

Ainsi en un peu plus de trente ans la consommation d'électricité finale a été multipliée par trois ! En 1970, le secteur le plus consommateur d'électricité était l'industrie, sa part étant alors de plus de 50%, tandis que le résidentiel-tertiaire consommait environ 35 % de l'électricité finale. Entre 1970 et 2006, la consommation d'électricité du résidentiel-tertiaire a augmenté beaucoup plus vite que celle de l'industrie, avec un rythme moyen de croissance annuel de 5,4%, contre seulement 2% pour l'industrie, de telle sorte qu'en 2006, le résidentiel-tertiaire consomme deux fois plus d'électricité que l'industrie, avec une part de 65% contre 30% pour l'industrie. Cette forte augmentation de la consommation d'électricité du résidentiel-tertiaire est notamment liée au fort développement du chauffage électrique en France, une particularité française par rapport à bon nombre de nos voisins européens.

Un rôle positif sur l'économie qui reste à prouver

En second lieu, l'idée selon laquelle le choix nucléaire de notre pays est positif pour notre économie est souvent émise par nos responsables politiques pour justifier le soutien de l'Etat. Encore faut-il pouvoir le prouver. En vérité notre économie n'a pas été dopée par le plan nucléaire français, les résultats ont d'ailleurs été plus faibles que dans des pays comparables : la croissance industrielle en France en 1990 était inférieure de moitié à la moyenne des pays de l'OCDE, le tiers de celle des Etats-Unis. Des pays sans nucléaire de l'Union européenne ont ainsi enregistré des taux de croissance de PIB plus élevés.

L'impact sur la balance commerciale n'est pas plus satisfaisant. Des évaluations indépendantes indiquent ainsi que les exportations d'électricité liées à la surcapacité de production ont généré des recettes qui restent inférieures au coût de la production ce qui laisse penser que ces exportations ont entraîné en réalité des pertes entre 0,8 et 6 milliards d'euros par an pour la période 1995-2001 (les cahiers de Global Chance, septembre 2008).

UN DEUXIEME EPR

LES EXPERTS SONT FORMELS:
IL EN FAUT DEUX POUR
RASER LA FRANCE



Quant à la baisse de la facture énergétique, la mise en œuvre d'un parc de 58 réacteurs a en apparence permis de réduire la facture de 28 milliards d'euros en 1984 à 10 milliards d'euros en 1988. En apparence car les importations de pétrole ont été en augmentation constante et que la baisse de cette facture s'explique essentiellement par la chute de 250 % des cours du pétrole en 1986 et leur relative stabilité au cours des années qui suivirent. Les combustibles fossiles couvrent aujourd'hui à plus de 70 % la consommation d'énergie finale de la France. Si la réduction de la dépendance pétrolière était l'objectif du développement du nucléaire, alors l'échec est criant.

(...)

Bis repetita

La décision de recommencer un programme nucléaire comme si nous étions en 1970 va conduire aux mêmes conséquences mais avec une gravité beaucoup plus grande due au changement de contexte.

Tout d'abord l'endettement d'Areva comme d'EDF va peser sur toute l'économie française et explique sans doute la volonté du gouvernement de camoufler dans le plan de relance une partie des besoins de financement du secteur électronucléaire. La situation d'Aréva est mauvaise. (...) L'endettement a

augmenté de 22% au premier semestre et s'élevait à 2,3 milliards au premier semestre. Un milliard de provisions devrait être passé pour le chantier finlandais dont le coût est passé de 3 à 5 milliards d'euros. (...)

Tout ceci est d'autant plus grave que les privatisations et les exploitations avec des entreprises privées comme Suez GDF peuvent conduire à réduire la sécurité qui est déjà en peine du fait du recours généralisé à la sous-traitance. Les incidents du Tricastin systématiquement sous-évalués en témoignent comme les critiques formulées par l'Autorité de Sûreté Nucléaire sur les contrôles.

Or, les risques sont évidents, y compris liés à des incidents qui peuvent détruire l'image d'activités économiques comme cela a été le cas pour les vins du Tricastin cet été. Malheureusement, les règles de responsabilité sont hors droit commun puisque par exemple la directive responsabilité environnementale ne s'applique pas. Certes la couverture Responsabilité Civile prévue par la législation européenne, sur la base de la Convention de Paris est passée de 1 à 2,25 milliards. Mais, la protection civile suisse a bien montré qu'un accident nucléaire majeur provoquerait en Suisse, dont le plateau est densément peuplé, des dommages pouvant dépasser les 4 000 milliards de francs suisses (environ 2 700 milliards d'euros) !

Un coût sous-estimé

Si le risque financier est immense, les avantages sont maigres. Le coût de revient du nucléaire est beaucoup plus élevé que le coût généralement avancé. Le Bureau de suivi du budget du Congrès américain a indiqué en 2008 que les coûts réels de construction de 75 des centrales du parc actuel avaient dépassé de plus de 300 pour cent les estimations qui avaient été faites par l'industrie nucléaire, soit une progression de 0,938 à 2,959 dollars par kW installé. Le coût d'une nouvelle centrale nucléaire est actuellement évalué par Moody's à un montant de 5 000 et 6 000 dollars par kW installé, à 8 000 dollars par la société Florida Power & Light pour la construction de deux nouvelles unités nucléaires à Turkey Point dans le sud de la Floride. Et ces estimations n'incluent pas les frais de traitement et de stockage des déchets nucléaires. En août 2008, le Département de l'Energie a fourni une nouvelle estimation du coût d'aménagement et de gestion de Yucca Mountain, le site centralisé de stockage actuellement en construction au Nevada. Les estimations ont bondi de 57,5 milliards en 2001 à 96,2 milliards aujourd'hui, ce dernier chiffre couvrant simplement les coûts jusqu'en 2013.

Même en France, après la réévaluation du coût de l'EPR de Flamanville estimé à 4 milliards d'euros (20% de plus que prévu mais c'est un minimum compte tenu du précédent finlandais et de l'estimation américaine ci-dessus qui conduirait à un coût de 6 à 8 milliards d'euros) EDF estime à 55 euros le prix du mégawatt heure soit un prix qui ne cesse de monter alors que celui de l'éolien et du solaire ne cesse de baisser. Et ce prix n'inclut pas le démantèlement (...).

Ainsi ce choix n'est pas le moins coûteux, mais en plus il va peser sur l'industrie française qui a vu les

tarifs dérégulés augmenter de 48% entre 2006 et 2007... et qui sera mise dans l'obligation de faire l'impasse sur le développement de l'économie verte incompatible avec le nucléaire. La bronca contre l'éolien ou le débat sur l'efficacité énergétique dans les bâtiments chauffés électriquement n'est qu'un avant-goût de ce que nous allons vivre. Nous allons simplement, pour des considérations idéologiques et non économiques, nous priver de prendre le virage des industries du XXIe siècle. Les dégâts sur l'économie et la finance française seront à moyen terme les mêmes qu'au cours des années 80 : aggravation des déficits commerciaux, perte de savoir faire dans les secteurs porteurs de l'industrie de grande diffusion, retard de la modernisation du substrat économique. Mais ils seront aggravés par les difficultés financières et le changement de modèle économique auquel nous ne participerons pas. Et n'oublions jamais que le risque zéro n'existe pas et qu'il faut espérer que nous ne connaîtrons jamais d'incidents importants, a fortiori d'accidents, ce qui mettrait en péril des secteurs d'activités stratégiques pour notre pays comme l'industrie agroalimentaire ou l'industrie qui représentent les premiers pôles de notre économie et de notre balance commerciale.

Ainsi, sans même aborder la question de l'impact sur l'emploi (2 000 emplois espérés à Penly pendant le chantier, 300 après) contre plusieurs dizaines de milliers qui pourraient être créés avec les 4 milliards d'euros voués à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables ou encore la question sanitaire et écologique bien réelle, la relance du nucléaire constitue un choix économique catastrophique.

Corinne LEPAGE

Avocate, ancienne ministre de l'Environnement,
Présidente de Cap21
Source : Actu-Environnement.com - 10/02/2009



Le four "Atomique" : à nous la cuisine solaire !



Dominique vit près de Nantes. Il bricole depuis plusieurs années des fours solaires. Sa volonté : convaincre que ces cuiseurs peuvent être utiles chez nous, et pas seulement dans les pays chauds. Interview.

Dominique, comment en es-tu venu à bricoler des fours solaires ?

Il y a quelques années, j'ai adhéré à une association qui fait la promotion des cuiseurs solaires dans les pays du Sud. J'ai suivi une de leurs formations. Puis, avec quelques personnes de ma région, on s'est construit chacun son cuiseur, en suivant les plans fournis par l'association.

De retour à la maison, je l'ai essayé. Assez vite j'ai compris que ce four était conçu pour les tropiques, pas pour nos latitudes. Alors j'ai cherché à le modifier pour l'adapter à ma région.

Le rendement est devenu très intéressant à partir du moment où j'ai mis chaque matériau dans sa fonction. Par exemple, la paroi du four doit être réfléchissante, donc couverte d'aluminium. Mais il faut poser sous les marmites une plaque noire, légèrement décollée de la paroi pour laisser circuler l'air chaud.

Dans nos climats tempérés, j'obtiens un meilleur résultat avec un simple vitrage. Le double vitrage augmente l'effet de serre mais aussi l'effet miroir, le bilan n'est pas favorable.

J'ai construit des dizaines de fours pour essayer mes idées et c'est loin d'être fini. Je garde les plus récents et je donne les autres à des proches qui veulent les utiliser..



© N. Morel

Et ça marche bien ?

Maintenant, j'obtiens d'assez bons résultats. Le four monte à 100°C en 15 mn, et on atteint couramment 130°C voire 150°C en moins d'une heure. Dans le midi, mon fils obtient 20°C de plus. Le four incliné à 45° marche très bien d'avril à septembre. Avec le modèle incliné à 60°, j'obtiens en période hivernale des performances équivalentes, les jours de grand beau temps. Quelle que soit la saison, il faut du soleil direct. C'est la luminosité qui compte, pas la température de l'air.

Qu'est-ce qui t'intéresse, avec les fours solaires ?

Ce qui m'a guidé dans cette recherche, c'est la volonté de les faire fonctionner chez nous. La cuisson solaire, ce n'est pas que pour les pays chauds. On peut avoir une certaine satisfaction à s'en servir, et obtenir de bons résultats.

Le modèle que j'ai mis au point, je l'ai surnommé "le four Atomique". Je serai content si ce four "à Dominique" nous aide un peu à sortir du nucléaire. Ça reste un amusement, au même titre qu'un barbecue : on ne fait pas ça tous les jours, ni quand il pleut ! Mais chez moi, on s'en sert dès que le soleil

Comment t'y es-tu pris pour améliorer ton premier cuiseur ?

Comme c'est le cas pour les panneaux solaires, la latitude est le premier paramètre à prendre en compte pour concevoir un cuiseur performant. J'habite près de Nantes, au Pays de Retz. La latitude étant proche des 45°, j'ai incliné la vitre selon cet angle et j'ai ainsi supprimé les ombres de mon ancien four. Le résultat est bien meilleur ! Plus récemment, j'ai conçu un four incliné à 60°, optimisé pour les périodes hivernales où le soleil est bas.

Ensuite, j'ai ouvert une porte à l'arrière du four, alors que dans l'ancien modèle il fallait basculer la vitre pour introduire les plats. Ainsi on garde mieux la chaleur et on évite de manipuler la vitre, qui est toujours fragile. J'ai aussi conçu des réflecteurs pliables. Ils ne gênent pas l'accès au plat et une fois repliés, ils ne prennent pas de place et protègent la vitre.



© N. Morel

le permet. Le four est rangé dans le cabanon à outils. Chaque fois que c'est possible, je le sors.

Et ta femme, elle en pense quoi ?

Elle aime bien l'utiliser, pour faire la cuisine ou des bocaux. Elle voudrait qu'il soit plus maniable, il est un peu lourd à déplacer, malgré ses roulettes. Mais ça lui arrive de le sortir même quand je ne suis pas là.

Qu'est-ce que vous cuisinez avec ?

On cuisine un peu tout. Des légumes, des fruits, de la viande... Tout ce qui peut mijoter, ragoût, boeuf-carottes, couscous... Ca permet de savourer une cuisson vraiment bonne. Le soleil donne un goût particulier, c'est autre chose que la cuisson habituelle.

Le mieux c'est d'utiliser une marmite noire en fonte. Avec un couvercle en verre, j'ai mesuré 20°C de plus dans la marmite que dans le four. On prépare le matin pour le midi, ou le midi pour le soir. Ca peut pas brûler, on laisse les plats au chaud long-temps.

Les pommes par exemple, on les épluche, on les coupe en morceau, un peu d'huile, on les met dans la marmite, et c'est tout. Ca fait comme une compote en morceau. On peut rajouter un morceau de boudin en fin de cuisson pour faire du boudin aux pommes.

On peut faire pareil avec des patates, ça ne fera pas des frites évidemment. On les épluche, on les passe à l'huile, en une heure environ on a des patates au four.

On peut cuire de la viande aussi. Ce n'est pas saisi comme sur le feu, mais c'est parfaitement cuit, et sans aucun goût de brûlé.

Pour toute la cuisson solaire il vaut mieux éviter de mettre de l'eau, qui prend longtemps à chauffer. On peut quand même cuire des céréales, du riz, du quinoa. Il suffit de préchauffer la casserole avec une quantité de céréales, à sec, dans le cuiseur. Après 1/2 heure, on ajoute 2 fois la quantité d'eau froide dans la marmite chaude, et ça cuit en une heure, voire moins. Sinon, on peut chauffer l'eau sur le gaz, ça gagne du temps.

Quand on veut faire vite, on préchauffe avec la gazinière, pendant que le four solaire chauffe. Par exemple, on fait rissoler la viande, on rajoute les légumes et on finit au solaire.

On stérilise aussi des bocaux. Des haricots verts, des cerises, des tomates... on les dépose crus dans un bocal, on rajoute s'il faut un peu d'eau, et hop, au four. Quand ça bouillotte, on le laisse le temps qu'il faut pour que ça stérilise, et c'est bon. On stérilise aussi de la ratatouille, et j'ai même fait une fois des terrines de pâté. Ca se conserve très bien, en utilisant de bons caoutchoucs, ça n'a jamais fermenté. Ces fours permettent de faire un peu tout, sans dépenser aucune énergie !

Et comment peut-on s'en procurer un ?

Il faut se le construire soi-même ! J'ai mis tous les plans sur un site internet. On peut me contacter par ce biais-là. Je reçois des emails toutes les semaines, en provenance de tout pays. Dans ma région, on me demande parfois de faire des démonstrations pour des foires, des kermesses... J'y vais seulement quand il fait beau ! Je cuis des saucisses ou des pommes, que je fais déguster aux visiteurs ; ou bien je stérilise des bocaux, ça intrigue les gens.



© N. Morel

On peut aussi me solliciter pour organiser un stage. J'en ai déjà organisé 4 ou 5. Et en 2009 je serai à la retraite, j'aurai plus de temps. Il faut au minimum 3 jours, j'encadre la construction de 6 fours au maximum. Je demande une petite participation, mais je veux surtout rentrer dans mes frais. Avec mes déplacements et le matériel, ça revient entre 120 et 150 € le four environ.

Le modèle actuel est assez efficace, mais il y aurait beaucoup d'améliorations à apporter encore. J'espère qu'avec la retraite j'aurais du temps pour travailler la technique. En tout cas, je tiens à dire que je suis preneur de toutes vos bonnes idées. Et je ne rougirai pas de découvrir que vous avez trouvé mieux !

Propos recueillis par Nadège Morel

Pour consulter les plans du four Atomique, ou pour contacter Dominique : <http://four-solaire.iguane.org/>

Pensée atominique (extrait)

L'énergie solaire
Est fusion nucléaire
Elle nous produit la lumière
Qui est filtrée par l'atmosphère
C'est la source de vie sur la terre

Ne fais pas marche arrière
Ne fais pas revenir sur la terre
l'énergie nucléaire
meutrière
militaire

Respecte les produits de la lumière
Bois chaleur et vent sont tes partenaires

© N. Morel



J'ai marché à Pripyat le 11 août 2006

Depuis 3 ans, je réalise des performances photographiques : je marche 4,5km dans des villes d'Europe et je fixe sur la mémoire sensible de mon appareil photo les atmosphères citadines que je croise ce jour-là.

Ensuite j'expose mon chemin sur Internet ou sur des murs, dans l'ordre chronologique de ma découverte, les images se suivent minute par minute, comme un roman photo. C'est le souvenir d'une ville, un certain jour. Un soir de festival à Cannes, un matin d'hiver à Zermatt, le 8 mars à Rome, un dimanche à Vilnius, j'ai déjà visité 30 villes d'Europe.

DR



12h 32mn 29sec - Place de la gare routière de Pripyat

Visite d'une ville morte

Ce 11 août 2006 à 12h32, je suis seul dans une ville qui ne vit plus. Elle n'est pas encore classée ville morte, pour l'instant elle est juste rayée de la carte.

Qu'est que c'est une ville qui ne vit plus : Une cité oubliée et retrouvée pour la plus grande joie des archéologues et des touristes ? Non, une ville qui ne vit plus, n'attire personne.

Une ville où les odeurs de la mort et de la guerre planent entre les murs brûlés et criblés de l'impact des balles ? Il y a bien eu un affrontement, mais il n'y a pas de trace, l'ennemi était invisible, sournois et traître. L'adversaire n'épargna personne, les héros touchés au fond de leurs chaires sont partis mourir ailleurs. Une ville qui n'a pas su protéger ses fils et ses filles, n'a pas le droit à son nom dans les livres d'histoire.

Donc le 11 août 2006 à 12h32, après un concours de circonstances rocambolesque, le chauffeur me dépose à la gare routière de Pripyat, au cœur de la zone interdite. La radioactivité y est encore importante, il est déconseillé de rester plus de 20 mn. J'ai de la chance : Une pluie légère colle la poussière au sol, les conditions idéales pour découvrir Pripyat, qui fête cette année 20 ans de non-vie.



12h 41mn 56sec - Des jeunes qui dansent le hip hop

Pas une âme à la ronde

Je suis seul, pas une âme à 10km à la ronde. Face à moi la bête endormie. Le monstre est endigué dans son cénotaphe monumental ; le tombeau de béton est sertit de poutrelles rouillées et de conduites en aluminium ; d'épaisses fumerolles laiteuses courent le long des flancs du mausolée. Un colossal rostre tubulaire émerge du sommet, à contre-jour dans le ciel gris, les passerelles qui l'entourent se font dentelles de coton noir.

Ces quelques centaines de m³ de béton qui me cachent la vue, focalisent les regards du monde entier, alors que la vérité commence derrière moi à quelques centaines de mètres. C'est la cité Pripyat, ville témoin de l'industrie nucléaire, victime collatérale de la réaction en chaîne non contrôlée du 26 avril fatidique.

Pripyat a été construite en 1970 en même temps que la centrale électrique. Les architectes ont utilisé les meilleurs concepts soviétiques en matières d'urbanisme, de joie de vivre et de culture.

Très vite, une cité de 48 000 âmes s'est développée. Avec sa grande place centrale décorée d'une fontaine majestueuse, sur la droite de l'esplanade l'hôtel Polissa, à ses côtés le centre culturel "Energetik", la poste, une école technique, enfin le parc de la Culture et sa grande roue. Bref, une ville exemple, promue à un avenir exemplaire.

Son maire est heureux, il est membre du parti, et rayonne sur sa ville. En cette fin d'avril 86, toute la mairie est occupée à préparer la manifestation du 1er mai, la fête du travail.

M. le maire ne sait pas encore qu'il va être le dernier maire de la première ville d'Europe qui ne vit plus, il aurait peut-être aimé le contraire !

Le 26 avril, le vent souffle dans le mauvais sens, la ville reçoit poussières de graphite, pluies d'isotope accompagnées des rayonnements bêtas, gamma.

DR



12h 39mn 24sec - Place centrale pripiat

Une aubaine pour les observateurs internationaux des catastrophes non naturelles. Un drame humain d'une ampleur impensable, sur lequel je ne reviendrais pas, mais que je vous invite à ne pas oublier.

Revenons à Pripyat évacuée le 27 avril 1986, les gens sont partis, depuis RIEN

RIEN, si ce n'est les saisons qui poursuivent le temps, la végétation enfin libre de sa fonction décorative envahit lentement, mais sûrement, l'espace réservé autrefois aux humains. Autre particularité d'une ville sans vie, le silence qui règne en maître, la ville n'émet aucun bruit, pas le moindre son, rien ne vient troubler cette quiétude malsaine. Même le vent frais, vent du matin, le colporteur de ce malheur, refuse de chanter dans la cime des grands pins !



12h 51mn 25sec - La grande roue

Une renaissance virtuelle

1996, pour les 10 ans d'une ville sans vie, on a reconstruit Pripyat sur Internet. Une renaissance virtuelle de la cité, avec ses magasins en ligne, son blog littéraire et sa place de rencontre.

D'ailleurs au centre de la vraie ville sans vie, se trouve un panneau bleu et blanc qui annonce "on se rencontre maintenant sur www.pripyat.com", je ne sais pas pour qui il est là, puisque la zone est fermée, mais c'est le seul indice dans toute la cité qui prouve que la vie a continué pour les pripiatiens après l'accident, mais sur internet seulement. D'ailleurs, la célébrité de "Pripyat la virtuelle" a dépassé nettement "Pripyat désertée". De nombreux jeux vidéo ont adopté le nom Pripyat pour désigner une ville radioactive remplie de mutants à abattre ; certains originaux vouent même un culte à la capitale provinciale ukrainienne.

2006, c'est le jubilé des 20 ans de "une ville sans vie" malgré ce titre unique, personnes n'est venu pour fêter l'événement.

Ma surprise fut d'autant plus grande, quand je découvre en primeur, le travail de sept artistes russes et allemands. Ils sont entrés illégalement et ont peint une vingtaine d'œuvres murales au centre même de la ville.

C'est le premier acte culturel "in situ" en 20 ans à Pripyat.



12h 48mn 10sec - Place morbide

Les graffitis représentent des enfants qui jouent, devant la poste un garçonnet habillé de jaune fait le pied de nez aux fantômes qui passent. A l'hôtel, une jeune fille regarde pousser les chardons (Post Lux Ténébras), elle a le temps. Les bambins sont figés sur les murs comme atomisés, ces ombres immobiles sont les seuls témoins de mon passage. Je contourne le centre culturel, la porte est ouverte, je rentre. A l'intérieur, éparpillés dans les couloirs, les panneaux de la manifestation du 1er mai 1986. Ils sont poussiéreux, mais prêts à être utilisés.

Déjà 12 minutes, je continue en direction du parc de la Culture, sa grande roue et son kiosque à glace. J'ai failli croiser un peu de vie, mais c'était déjà trop tard. Le corps d'un rat fraîchement mort gît sur la place de la Culture.

Je retourne vers le centre, en pressant le pas. Les façades morbides me regardent, comme si j'étais le fautif de ce cauchemar. Je leur promets à l'avenir de ne consommer que de l'énergie verte (à Genève c'est possible) ; leurs regards s'adoucissent.

13h02: le chauffeur m'attend à l'angle de la rue Kourchatova et de l'avenue Lénine, face à la cabine téléphonique jaune.

Sur le chemin du retour à quelques km, des ouvriers réparent la route, d'autres dégagent les panneaux "Attention radioactivité" et repeignent quelques reliques soviétiques. Derrière ces banalités s'annonce la venue du tourisme, eh oui pour quelques dollars vous pourrez prochainement visiter la seule ville sans vie d'Europe, son exposition d'art urbain, vous verrez aussi le sarcophage de la bête endormie. Vous signerez une décharge, comme quoi vous avez connaissance des risques encourus. Vous aurez inclus dans le prix, un dosimètre pour prouver votre contamination, une gourmandise iodée et un autocollant "Je suis allé à Tchernobyl".

JJK

Texte et images : agence www.jjkphoto.ch

Je vous invite à découvrir toutes les photos "J'ai marché à Pripyat" http://www.jjkphoto.ch/photo_pripyat.htm



12h 54mn 35sec - La poste



12h 48mn 55sec - Façade morbide

Dardesheim : la ville qui fonctionne au vent, au soleil et à l'eau

Dardesheim, dans la région du Harz, à l'aplomb de la colline de Druiberg, fait parler d'elle comme « ville de l'énergie renouvelable ». En effet, elle a déjà atteint l'autonomie énergétique et produit même annuellement 30 à 40 fois plus d'électricité qu'elle n'en consomme.

Les besoins en électricité de cette commune d'un millier d'habitants s'élèvent au total à 3 millions de kilowattheures, dont un million pour les habitations privées. Les installations photovoltaïques placées sur les toits des entreprises, des étables, de l'école, de la caserne de pompiers, de nombreux particuliers et de la salle communautaire du village produisent 400 000 kilowattheures, ce qui couvre environ un tiers de l'électricité ménagère. Les éoliennes de la montagne produisent quant à elles environ 135 millions de kilowattheures. En face de la mairie, un compteur indique aux passants la quantité d'énergie solaire produite en temps réel et d'émissions de CO₂ ainsi économisées. "En plus, c'est économiquement intéressant, car il est possible de revendre le surplus aux opérateurs du réseau", explique Ralf Voigt, adjoint au maire.

Cependant, Dardesheim ne peut pas se contenter du vent et du soleil, deux formes d'énergie aléatoires car dépendantes de la météo et difficiles à stocker. Dans une phase pilote, une centrale au biogaz a donc été construite à l'entrée de la ville. Enfin, pour compléter le dispositif, le parc éolien de Druiberg est désormais relié à une centrale hydraulique à Wendefurth, à une trentaine de kilomètres. Lorsque les éoliennes produisent un excédent d'énergie, elles alimentent deux énormes citernes de la centrale hydraulique. Lorsque le vent tombe ou que le soleil s'efface, les vannes des bassins sont ouvertes de manière à faire tourner deux turbines de 40 MW chacune.

Le même concept doit maintenant être étendu à une plus grande échelle dans la région du Harz. Le projet, lancé début décembre 2008, est subventionné par l'Etat fédéral à hauteur de 10 millions d'euros. Ainsi, d'ici quatre ans, la région du Harz prévoit de recourir exclusivement aux énergies renouvelables produites localement pour couvrir les besoins en électricité de ses 250 000 habitants, grâce à un système combiné de centrales recourant aux énergies éolienne, hydraulique, solaire, géothermique, ou à la biomasse. "Le gouvernement considère qu'il s'agit d'un modèle pour l'avenir. Si cela fonctionne ici, notre système pourra être développé ailleurs en Allemagne" affirme Ulrich Narup, chef du projet.

Par ailleurs, mi-2008 a été inaugurée au parc solaire de Druiberg la première station-service électrique renouvelable. Avec d'autres entreprises de la région, l'EDG prévoit l'installation d'un réseau de stations-service électriques fonctionnant à partir d'énergies renouvelables ainsi que la construction d'une flotte régionale de voitures électriques.

L'histoire à succès de Dardesheim a commencé avec une éolienne d'environ 300 m de haut, que l'entrepreneur Heinrich Bartelt a édifiée à Druiberg en 1994. "A cette époque, le changement climatique ne jouait pas encore un grand rôle", se souvient-il. Peu de temps après, il a déposé une demande de permis de construire pour d'autres éoliennes. A présent, ce sont au total 28 éoliennes d'une capacité totale de 62 MW qui se dressent sur la colline de Druiberg. "Elles ne sont pas si bruyantes, surtout les plus récentes", fait remarquer le directeur technique, Thomas Radach. Au fond du site trône l'éolienne la plus puissante du monde, d'une capacité de 6 mégawatts (MW).



DR



DR

"Il y a eu très peu de protestations contre le parc éolien", affirme l'opérateur Bartelt. "Tout le monde se sent concerné et impliqué dans le projet énergétique". Chacun est informé en détail des projets ; de nombreuses sessions de conseils généraux ont lieu. Les habitants de Dardesheim et des environs payent l'électricité 23 centimes par kilowattheure, et Bartelt reçoit 8 centimes par kilowattheure pour l'énergie intégrée au réseau. Des modèles commerciaux seraient actuellement testés pour obtenir des conditions optimales.

Claire Vaille

www.bulletins-electroniques.com/actualites/57586.htm

Site internet du parc énergétique Druiberg : <http://www.energiepark-druiberg.de/index.php>

De **bonnes** nouvelles !

Energies renouvelables en France : plus de 51 000 emplois directs ont été créés en 2007

Publiée le 19 février 2009 par Eurobserv'ER, l'édition 2008 sur "L'état des énergies renouvelables en Europe" contient pour la première fois des données chiffrées sur l'emploi.

En France, comparativement aux autres pays européens, l'éolien est encore à la peine. En 2007, seules 7 500 personnes étaient salariées dans ce secteur, contre 45 000 en Espagne et 89 700 en Allemagne.

En revanche la biomasse semble, et de loin, le secteur le plus productif et le plus porteur en terme d'emploi dans l'hexagone. Début 2008, quelque 23 000 personnes étaient employées à temps plein.

En France, 900 emplois directs ont également été créés dans la filière du biogaz, 2 110 dans le photovoltaïque, 2 300 dans le solaire thermique, 3 900 dans la filière dite "Petite hydraulique", 5 200 postes dans la géothermie et 6 100 dans les biocarburants.

Source : Envirojob.fr - 23.02.2009

2012 : la fin des ampoules à incandescence

Approuvé par les experts des Etats membres, un règlement européen prévoit l'abandon progressif des ampoules à incandescence entre 2009 et 2012. Leur remplacement par des ampoules économes en énergie permettra d'économiser près de 40 TWh (approximativement la consommation en électricité de 11 millions de ménages européens). Malheureusement, la disparition des ampoules halogènes standard (extrêmement consommatrices d'électricité) n'est prévue que pour 2016. D'autres mesures pour des appareils plus économes devraient suivre concernant l'électronique grand public, les produits électroménagers ou les appareils de chauffage.

Naissance de l'Agence internationale des énergies renouvelables (Irena)

Le traité fondateur, signé le 26 janvier 2009 par 75 pays (dont la France) précise que l'Irena "tendra à devenir la force principale de promotion en faveur d'une transition rapide vers un usage étendu et durable de l'énergie renouvelable, à échelle mondiale".

Dotée d'un budget de 25 millions de dollars, Irena devra faire la preuve de son utilité face aux organisations existantes, notamment l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).

Journées européennes du solaire

Enerplan, l'association professionnelle de l'énergie solaire, organise en France la 2ème édition des Journées européennes du solaire, les 15 et 16 mai 2009. Plus de 1500 manifestations sont organisées en France ainsi que dans les 10 pays européens partenaires.

Enerplan invite tous les acteurs publics et privés à se mobiliser. Information et inscriptions sur : www.journeesdusolaire.fr

Suisse : l'électricité de la ville de Bâle sera entièrement propre

En renonçant à tout achat d'électricité d'origine nucléaire ou provenant d'une centrale au charbon, la ville de Bâle sera la première ville de Suisse à recourir exclusivement à des sources d'énergie électrique propres.

Actuellement, entre 80 et 90% de l'électricité consommée à Bâle-Ville est déjà d'origine hydraulique, éolienne ou provient d'autres sources d'énergie renouvelable.

Dans un premier temps, la ville de Bâle achètera des certificats d'émission de CO₂ à des producteurs d'électricité d'origine renouvelable pour compenser la part de 10 à 20% issue de la production nucléaire ou de centrales au charbon. Il en coûtera au canton 500.000 francs suisses (336.000 euros) en 2009. Le surcoût ne sera pas répercuté sur les consommateurs.

A plus long terme, la ville de Bâle souhaite devenir autonome en investissant dans des projets de centrales solaires et éoliennes.

Source : AFP - 21 janvier 2009



Toitures végétalisées : résolument écologiques !

Très répandue, voire même encouragée en Allemagne, en Suisse, en Amérique du Nord et au Japon, la toiture végétalisée commence seulement à apparaître en France, notamment dans la mouvance des bâtiments HQE (Haute Qualité Environnementale). Pourtant, en plus de ses qualités esthétiques (la toiture change d'aspect au fil des saisons), c'est une solution technique écologique aux performances thermiques et acoustiques très intéressantes, même pour les maisons individuelles. De quoi lui prédire un bel avenir en France.



Selon l'épaisseur de substrat et le type de végétaux utilisés, on distingue la végétalisation extensive, semi intensive et intensive.

La végétalisation extensive consiste à créer un écosystème sur un complexe de culture élaboré de faible épaisseur (3 à 7 cm environ), permettant la réalisation d'un couvert végétal permanent (couvre-sols rustiques, mousses et sédums...). Cette faible épaisseur prévient l'apparition de graminées gourmandes en eau, qui étoufferaient les sédums. Outre le faible poids en toiture (de 30 à 100 kg/m² à saturation d'eau), son avantage principal est de ne pas nécessiter d'entretien ni d'arrosage sauf en cas de sécheresse prolongée. C'est une solution qui convient bien aux grandes surfaces, aux toits inclinés et aux habitations existantes. Seul inconvénient, ces toitures ne peuvent être ni cultivées ni piétinées. L'investissement est modeste (de 30 à 50 € HT/m² selon le mode de culture).

La végétalisation semi-intensive utilise un complexe de culture élaboré, d'épaisseur moyenne (15 cm). A vocation décorative et d'entretien modéré, elle nécessitera un arrosage régulier (généralement un goutte-à-goutte). Ce type de culture peut mélanger les couvre-sols, les plantes à fleurs ou à feuillage, les

légumes et même de petits arbustes ou des grimpants comme la vigne vierge ou le chèvrefeuille. Le substrat d'une culture semi-extensive est généralement composé d'environ 50% d'agrégats poreux.

Enfin, la végétalisation intensive est une véritable toiture-terrace jardin, préconisée pour les petites et moyennes surfaces. La culture se fait dans des bacs pouvant faire jusqu'à 1 ou 2 mètres de profondeur,



l'épaisseur du substrat étant plus importante (15 à 30 cm environ). On peut y planter des graminées, du gazon, des plantes vivaces ou même des arbustes décoratifs. Le volume d'agrégats est souvent réduit à 40% pour faire place à plus d'éléments nutritifs. Il faudra cependant une toiture capable de supporter un poids de surcharge de 120 à 350 kg/m² à saturation d'eau voire beaucoup plus lorsqu'il s'agit de véritables jardins suspendus. L'entretien y est plus contraignant (tontes et tailles, fumier, arrosage régulier), par contre, on peut s'y promener. L'investissement de départ est beaucoup plus élevé (de 100 à 180 € HT/m² selon les plantations, voire jusqu'à 300 €/m²).



Mise en œuvre

Sur le toit, une membrane assure l'étanchéité de la toiture (bitumeuse, caoutchouc, polyoléfine / TPO / FPO), sur laquelle est posée une couche de drainage et de filtration. Pour la végétalisation extensive, la couche de drainage est fine, généralement constituée d'un géotextile non tissé creux, à base de polypropylène, surmonté d'un substrat volcanique, puis du couvert végétal.

Dans les autres cas, le drainage est assuré par des granulats d'argile expansé, des cailloux, des graviers et souvent des plaques alvéolées et nervurées. Au-dessus, un substrat de croissance composé de terreau, terre noire et compost précède les végétaux, plantes vivaces et indigènes ou couvre-sols.

La mise en œuvre des végétaux peut s'opérer selon 4 modes différents ou combinés :

- ◆ par semis : délai d'installation des végétaux de 3 mois à un an
- ◆ en plantations : délai d'installation des végétaux de 3 à 6 mois
- ◆ en rouleaux pré-cultivés : délai d'installation des végétaux immédiat (seulement pour les toitures extensives)
- ◆ en caissettes pré-cultivées : délai d'installation des végétaux immédiat

Le semi coûte beaucoup moins cher mais ne garantit pas la réussite de la toiture. Les rouleaux pré-cultivés



permettent d'obtenir un résultat immédiat dès la fin du chantier avec un risque d'échec lié à des facteurs climatiques extrêmes fortement réduit. On économise en outre l'entretien initial (le plus contraignant et le plus coûteux), d'autant plus que le couvert végétal des dalles empêche les adventives de s'installer.

On privilégie des plantes vivaces et indigènes très résistantes aux températures extrêmes qui s'implanteront rapidement pour couvrir les surfaces de sol afin de réduire son assèchement par le soleil et le vent. Les principaux végétaux utilisés sont les sédums, les herbacées, les mousses ainsi qu'une multitude de vivaces capables de s'organiser de façon à reconstituer un environnement naturel sur la toiture. On évitera les plantes aux racines agressives qui risquent de percer l'étanchéité du toit pour chercher l'humidité.

Pentes de toit

Dès lors que la structure est suffisamment solide pour porter les charges, toutes les toitures peuvent être végétalisées, jusqu'à des pentes de 35° maximum. Pour les fortes pentes, il faudra d'une part contenir les forces de poussée provenant du système de végétalisation par l'installation d'appuis fixes (risque de glissement), d'autre part, protéger la





DR

Des atouts écologiques

Les toitures végétales ne sont pas simplement belles. Elles permettent aussi en ville de réduire la pollution en absorbant le bioxyde de soufre, l'oxyde d'azote, le plomb, le gaz carbonique... en générant de l'oxygène et en retenant les poussières et les pollens et en augmentant l'humidité de l'air. C'est un véritable éco-système qui favorise la biodiversité en ville et sert de refuge pour les oiseaux. On peut également y associer un rucher.

Un rôle isolant

Ces toitures améliorent le confort thermique, acoustique et hygrométrique des bâtiments.

Une membrane de toiture exposée au soleil peut atteindre une température de surface de 65°C alors que la même membrane recouverte de végétaux demeure à une température de 15 à 20°C, ce qui permet de doubler la durée de vie de l'étanchéité jusqu'à 30 ou 50 ans. Alors que les surfaces nues amplifient la pollution acoustique par réflexion, les plantes absorbent le son. D'après le CSTB, on peut gagner de 15 à 20 dB selon que le substrat de la

couche de substrat de l'érosion. Des alvéoles situées dans les dalles (système Ecosedum) permettent de bloquer le substrat. Ceci dit, il est recommandé de construire des toitures-terrasses avec une pente minimale de 1 à 5% pour éviter que l'eau ne stagne sur l'étanchéité.

Le vent doit aussi être considéré, surtout sur les bâtiments de grande hauteur : les bords des toitures plates, les faîtes des toitures inclinées sont des endroits sensibles et il faut tenir compte de la géométrie des bâtiments voisins qui peut créer des tourbillons. Enfin, on choisira des végétaux à croissance lente pour ne pas être envahi et on évitera les feuilles caduques qui risquent de boucher les gouttières, l'automne venu. Un professionnel saura imaginer une composition esthétique en toute saison.

DR



toiture végétalisée est sec ou saturé en eau. Une étude du ministère canadien de l'environnement estime que la végétalisation de 6% de toute la surface de toits disponibles pourrait faire baisser la température de Toronto de 1 à 2°C, ce qui permettrait les jours de canicule, une baisse de 5% de la demande en électricité pour la climatisation et la réfrigération...

Gestion de l'eau

Les toitures végétalisées ont un rôle très intéressant en matière de régulation des eaux de pluie. Comme une éponge, elles retiennent une partie des eaux de pluie, contribuant ainsi à limiter les risques

DR



A lire

La Prairie sur le toit - Techniques de végétalisation des toitures en pente, éditions Maïade, 25,50 €

Toits et murs végétaux, Nigel Dunnett – Noël Kingsbury, traduction Erika Laïs. Editions du Rouergue, 36 €

Végétalisation extensive des terrasses et toitures, François Lassalle, éditions du Moniteur, 60 € (oct. 2006)

d'inondation et la saturation des réseaux. L'eau est restituée dans l'atmosphère par évaporation, une partie de cette eau étant absorbée par les plantes. Annuellement, un toit végétal pourrait absorber jusqu'à 50% de la quantité d'eau tombant sur les toits, permettant ainsi une réduction des coûts de traitement de l'eau de 5 à 10%. Des substrats de 5 cm d'épaisseur peuvent entraîner une réduction des évacuations de 70% en période estivale et de 45 % en hiver.



Des encouragements à venir ?

En Allemagne, si 13 millions de mètres carrés sont posés chaque année (soit environ 10% des toitures), près de la moitié des villes proposent des incitations fiscales. En France, le chiffre est de 200 000 m² de toitures végétalisées par an, mais le marché connaît une croissance annuelle de 15 à 20%, notamment grâce à la multiplication des projets HQE. D'après le CSTB, 22 millions de m² de toitures étanches existantes sont potentiellement transformables en toitures végétalisées. Les incitations directes sont encore timides, mais la Région Nord-Pas-de-Calais le préconise pour les équipements sportifs et scolaires au travers des programmes d'architecture et l'agence de Bassin Seine-Normandie subventionne depuis juillet 2003 la végétalisation des toitures pour les projets des collectivités. La Région Ile-de-France envisage de l'imposer pour les toits étanches de ses équipements. Quant à la Mairie de Paris, elle a intégré le concept de toiture végétalisée dans son Plan Local d'Urbanisme (PLU) et d'autres agglomérations sont prêtes à suivre cet exemple. Le marché de la maison individuelle reste malheureusement à ce jour très limité, même si certains architectes et constructeurs s'y mettent, à l'image de Thierry et Marie-France Houdart (Association Bois Sacré et auteurs de *La Prairie sur le toit - Techniques de végétalisation des toitures en pente*, éditions Maïade) qui préconise systématiquement cette solution sur les fustes depuis longtemps. A quand un crédit d'impôts ?!

Gwenola Doaré

Article publié dans Habitat Naturel n°11.

Annuaire des professionnels de toitures végétalisées

ECOVEGETAL

Ferme d'Orvilliers
28410 Broué
Tél. : 02 37 43 18 56 - Fax 02 37 43 16 97
contact@ecovegetal.fr - www.ecovegetal.fr

IMPERFRANCE (Derbigum)

ZI Roubaix Est, rue de la Plaine, 59115 Leers
Tél. : 03 20 65 99 65 - Fax : 03 20 65 99 60
info@imperfrance.com

Inovgreen

77 rue Nationale - BP 50062 - 57190 Florange
TÉL. : 03 82 50 08 26 - FAX : 03 82 59 47 59
info@inovgreen.com - www.inovgreen.fr/

Le Domaine de Marcanterra

(professionnels uniquement)
48 Chemin des Garennes BP 43
80120 St Quentin en Tourmont
Tel. : 03 22 25 02 71 - Fax : 03 22 25 08 79
boisplantes@marcanterra.fr - www.marcanterrasearanch.com

Le Prieuré SARL

2 place de l'Eglise 41160 Moisy
Tél. : 02 54 82 09 90 - Fax : 02 54 82 07 29
info@vegetalid.com - www.vegetalid.com

SARNAFIL

42, chemin Moulin Carron
69130 Ecully
Tél. : 04 72 18 03 00
www.sarnafil.fr

SIPLAST-ICOPAL

12 rue de la Renaissance
92184 Antony Cedex
Tél. : 01 40 96 35 00
contact@siplast.fr - www.siplast.fr

SOPREMA

14, Rue de St Nazaire BP 121 67025
Strasbourg Cedex
Tél. : 03 88 79 84 00 ou 03 88 79 84 45
sopranature@soprema.fr - www.soprema.fr

TECMAT S.A./N.V.

Waroux 299, B 4432 Alleur - Belgique
Tél. +32 (0) 4 23 90 700 - Fax +32 (0) 4 247 46 26
tecmat@tecmat.com - www.tecmat.com

Toit vert (Agent Tecmat France)

1 bis rue de l'Eglise 08000 Charleville Mézières
Tél.: 03 24 52 68 37 - Fax : 03 24 52 96 07
info@toitvert.info - www.toitvert.fr

Fédération :

Adivet

Association pour le développement et l'innovation en végétalisation de toitures
contact@adivet.org

Les LED, des ampoules durables et très économes en énergie

Les lumières de la ville seront-elles bientôt des diodes électroluminescentes (LED) ? Les LED sont dans la rue depuis belle lurette, des signaux des passages piétons aux feux de freinage des voitures. Mais les progrès rapides de cette technologie et les économies spectaculaires qu'elle génère font envisager un brillant avenir aux petites ampoules, longtemps cantonnées aux boutons "on" et "off" des appareils électroniques.

Une plus grande efficacité que les ampoules basse consommation

Les diodes ont de quoi séduire : une durée de vie de 50 000 heures au moins (soit cinq fois plus que les ampoules basse consommation, dites fluocompactes), une bonne aptitude au recyclage et une économie d'énergie de 80 % par rapport aux lampes à incandescence classiques. Soit une performance déjà équivalente à celle des nouvelles ampoules fluocompactes, alors même que la recherche n'a pas fini d'améliorer les résultats des LED. Une efficacité indispensable, pour compenser un coût d'achat trois fois plus élevé que celui des ampoules basse consommation.

L'irruption des diodes sur le marché de l'éclairage n'était qu'une question de temps depuis que le Japonais Shuji Nakamura avait inventé, en 1992, la LED bleue. Associée à ses cousines vertes et rouges, connues depuis les années 1960, cette diode permet de produire une lumière blanche. Parallèlement, les performances lumineuses des diodes ont doublé tous les deux ans ces dernières décennies, au prix d'intenses efforts de recherche...

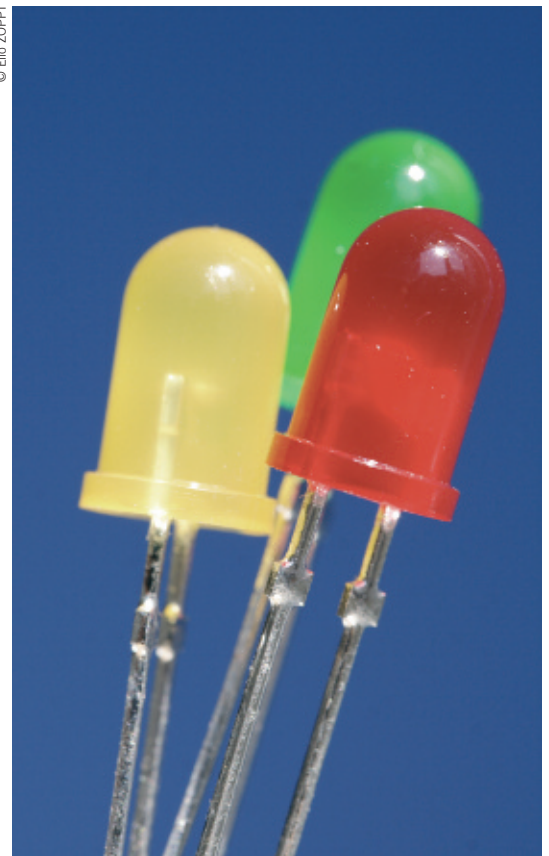
(...) Alors que les vieilles lampes à incandescence émettent leurs dernières lueurs en Europe - elles seront définitivement retirées du marché à partir du 1er septembre -, les géants du secteur se demandent si les ampoules basse consommation ne sont pas déjà condamnées, elles aussi, par l'avènement de l'éclairage électronique des LED.

D'autant plus que derrière les LED se profile, dans les laboratoires, une nouvelle révolution : l'OLED, une version organique et souple, qui permettra de

couvrir de films lumineux des murs entiers ou des plafonds, et de projeter des couleurs changeantes ou des écrans d'informations. De quoi faire de la lumière la matière même des villes.

Grégoire Allix

Source : Le Monde - 3 mars 2009



Appel critique de salariés d'EDF sur le nucléaire

Inhabituel et réjouissant, des salariés, retraités et syndicalistes d'EDF ont lancé en janvier 2009 un appel "à la réduction rapide et volontariste de la part du nucléaire dans le bouquet électrique français". A l'origine de cet appel, plusieurs constats. Comme celui, par exemple, qu'avec ses 80 % de nucléaire, l'électricité française est peu modulable et inadaptée aux pointes de consommation. La nécessité technique de faire fonctionner les centrales nuit et jour pousse à la surconsommation électrique et à des exportations à bas prix vers nos voisins européens, avec pour conséquence un effet de dumping minant le développement des énergies propres. L'appel

prône au contraire un développement rapide et diversifié des énergies renouvelables, pour d'évidentes raisons : réduire la dépendance énergétique et les politiques "néocolonialistes" qu'elle génère pour se procurer pétrole et uranium. Mais aussi décentraliser la production d'énergie et permettre de responsabiliser collectivités locales et citoyens face aux gaspillages, tout en réduisant les frais d'infrastructures et de transport. Pour couronner le tout, le texte, qui a été co-signé par le Réseau "Sortir du nucléaire", rappelle que les salariés du nucléaire sont les premiers exposés à la radioactivité des centrales, et ressort la conclusion d'une étude de 2003 qui indiquait que "92 % des salariés du nucléaire souhaiteraient quitter le secteur".

Pour lire l'appel www.alecoso.fr

Lille réduit sa consommation

de façon drastique :

un exemple à suivre dans d'autres villes !

En décembre 2008, la Ville de Lille a présenté l'état d'avancement du contrat de gestion déléguée de l'éclairage public de la ville et de ses communes associées, Hellemmes et Lomme. "En 4 ans, ce contrat a déjà permis à la ville de réduire sa consommation d'énergie de 34,5 % sur un objectif de 42 % d'ici 2012", a expliqué Danielle Poliautre, adjointe au Maire de Lille en charge du Développement Durable.

Depuis 2004, ETDE est en charge de la gestion de l'énergie, de l'exploitation et de la maintenance de 22 500 points lumineux sur ces trois communes.

Parmi les actions développées par les équipes ETDE figurent notamment le remplacement du matériel vétuste par des matériels plus économes en énergie et recyclables, la mise en œuvre de ballasts électroniques permettant de moduler l'intensité de l'éclairage en fonction de l'heure, l'utilisation d'énergie renouvelable et le développement d'énergies vertes sur le territoire lillois (éolien et solaire)...

En début de contrat, lorsque les équipes ETDE ont pris en charge l'éclairage public de Lille et de ses deux communes associées, la puissance électrique consommée s'élevait à 21,7 millions de kWh par an. Elle s'élève désormais à 14,2 millions de kWh, soit une économie de 34,5 %.

Cette diminution résulte notamment d'un important travail de traitement et de suivi des consommations, comprenant en particulier la mise en place de réducteurs de puissance, l'installation de sources lumineuses haute performance, le remplacement des lampes ancienne génération par des lampes haute performance, l'ajustement des sur-éclairagements ou bien encore la maîtrise des temps d'allumage...

Dans un but de réduction des consommations, ETDE et Lille expérimentent en ce moment des solutions innovantes en télégestion. "Ce système permet de piloter à distance l'intensité lumineuse, ainsi que l'allumage et l'extinction de la lampe et ce, au point lumineux. Ce système doit encore être éprouvé par une série de tests et de mesures sur plusieurs mois", explique Christophe Montélimard, responsable du contrat pour ETDE.

ETDE a également développé des projets expérimentaux de production d'électricité solaire et éolienne. La Place de l'Arbonnoise et l'Ecole Gounod sont équipées de luminaires solaires à LED

et une étude de candélabre "éolien-solaire" est actuellement menée pour alimenter le cimetière de Lille Sud.

De 2004 à 2008, ETDE a ainsi supprimé 1 740 "lampes boules", génératrices de pollution lumineuse, et a remplacé plus de 6 000 luminaires par des matériels plus performants. Dans le même temps, 7,3 km de réseaux électriques souterrains et 3,2 km de réseaux électriques aériens, ainsi que 26 nouvelles armoires électriques ont été mis en œuvre. 69 courées (îlots dans les quartiers industriels) ont été réhabilitées grâce à une ingénierie Lumière spécifique. Les travaux dans les courées ont été l'occasion d'une action de sensibilisation aux économies d'énergie avec distribution de lampes basse consommation et d'un dépliant d'information spécialement conçu pour l'occasion.

Les équipes ETDE s'attachent également à remplacer les équipements avec des matériaux recyclables haute-performance. En 4 ans, 34 100 lampes et plusieurs centaines de tonnes de matériels ont ainsi été recyclées.

Par ailleurs, dans le cadre de ce contrat, ETDE et Lille ont offert 240 luminaires à Saint-Louis du Sénégal, ainsi que de l'outillage ou des équipements de protection individuelle. D'ici 2012, les deux partenaires en auront livré 400. Les appareils concernés sont performants et garantis pour un minimum de 10 ans. Retirés de l'agglomération lilloise pour des raisons d'harmonisation du Plan Lumière, ces points lumineux font l'objet d'une remise à niveau et sont équipés de lampes basse consommation avant leur départ pour l'Afrique. Cette opération de solidarité va permettre à cette cité sénégalaise d'optimiser son éclairage public. Elle comprend également un échange de compétences avec envoi de spécialistes français de l'éclairage public sur place et accueil de spécialistes sénégalais à Lille.



Source : ETDE

Vite, des nouvelles !

La Chine, leader mondial des énergies propres

Qu'il s'agisse de production d'éoliennes, de panneaux solaires et maintenant de batteries pour voitures électriques (voire de voitures électriques elles-mêmes), la Chine est désormais le leader mondial toutes catégories. Elle devrait profiter ainsi au premier chef des plans de relance "verts" des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon.

Côté éolien, les fabricants chinois de composants pour éoliennes sont désormais les leaders mondiaux : ils ont fourni plus de 56% des équipements mondiaux fin 2007. La Chine veut, d'ici 2010, plus que doubler sa production d'énergie éolienne par rapport aux 12 GW installés à la fin 2008, ce qui ferait d'elle le numéro 2 mondial derrière les Etats-Unis, devant l'Allemagne et l'Espagne.

Pour ce qui concerne le solaire, la Chine est déjà le numéro un, et de nouveaux producteurs se lancent sans arrêt sur ce marché. Le pays est devenu premier producteur mondial de modules photovoltaïques dès 2007 avec une production de 1,18 GW.

BE Chine numéro 59 (13.03.2009)
Ambassade de France en Chine / ADIT
www.bulletins-electroniques.com/actualites/58182.htm

Le prototype produit environ 500 litres d'eau par jour, mais une installation plus imposante est déjà à l'étude et pourra produire de 7 à 8 m³ d'eau par jour. Dans les régions arides du globe, cela pourrait devenir une solution au manque d'eau, en sachant que si aux Pays-Bas l'utilisation moyenne d'eau par jour et par habitant est de l'ordre de 140 litres, elle n'est par contre que de 20 litres dans les régions où l'eau est plus rare. Une seule éolienne serait alors suffisante pour alimenter un village de 2000 habitants. Cependant, l'éolienne de Dutch Rainmaker n'est pas adaptée par exemple aux conditions extrêmes du Sahara, car l'air y est tout simplement trop aride.

L'entreprise a aussi créé une autre version de son éolienne, qui produit également de l'eau potable mais cette fois à partir d'eau salée ou polluée. Cette dernière est pompée et réchauffée par un échangeur de chaleur actionné grâce aux pales de l'éolienne. La vapeur ainsi créée est ensuite refroidie, produisant de l'eau pure qui coule vers un réservoir de stockage. Le rendement de ce système atteint 50 à 60 m³ d'eau par jour, soit beaucoup plus que le premier type d'éolienne.

Source : <http://www.enerzine.com/>
BE Pays-Bas numéro 31 (22.12.2008)
Ambassade de France aux Pays-Bas / ADIT

Des éoliennes productrices d'eau potable, à partir de l'air

Partant du principe que l'air est toujours chargé d'eau, l'entreprise Dutch Rainmaker, originaire de la région de la Frise aux Pays-Bas, a créé une éolienne capable de produire de l'eau potable à partir de l'air.

La totalité de l'énergie créée par les pales de l'éolienne est consacrée à la production d'eau. La turbine actionne un compresseur relié à un système frigorifique installé dans le pylône. Un ventilateur aspire l'air par le bas et l'amène à traverser ce système, entraînant la condensation de l'eau présente dans l'air. Les gouttes d'eau produites coulent alors le long des parois et sont stockées dans un réservoir. L'eau ainsi recueillie peut être utilisée comme eau potable ou d'irrigation.

Une éolienne de ce type a déjà été construite à Wetsalt (Harlingen) afin de vérifier la quantité d'eau produite.

Lignes électriques à très haute tension et santé

C'est une première, le tribunal de Tulle a condamné RTE, le réseau de transport d'électricité (filiale d'EDF), à verser près de 400 000 euros à une famille d'éleveurs pour le préjudice "direct, matériel et certain" subi par son élevage. Au début des années 1990, la ligne électrique de 225 000 volts qui surplombe l'exploitation passe à 400 000 volts. Les problèmes des animaux ne cessent de s'aggraver : hémorragies, ulcères, avortements, myopathie, arthrite, cannibalisme... Située à 50 m de la ligne, la porcherie doit être abandonnée. La famille qui souffre également de problèmes de santé, finit par porter plainte et obtient pour la première fois un jugement favorable. Les associations qui luttent contre les nouveaux projets de lignes THT espèrent que ce jugement fera jurisprudence et recommandent un éloignement des constructions à au moins 400 mètres des lignes.

Coordination Stop THT
Tel. 06 85 80 91 93 - www.stop-tht.org



Insolite

Une ville chauffée au crématorium

L'idée peut paraître saugrenue et ne manquera pas d'en choquer plus d'un. Les maisons de la ville suédoise d'Halmstad seront bientôt chauffées grâce à la chaleur du crématorium local. Les fours sont alimentés en énergie pour atteindre de très hautes températures (1000°C). Cette chaleur sera évacuée et réintroduite dans le circuit de chauffage municipal. La majorité des 55 000 citoyens de cette ville ont accepté l'idée et le système devrait être mis en place en 2010. Le conseil régional de Timesade, dans le nord de l'Angleterre, étudie un projet similaire et a déjà obtenu l'accord de plusieurs pasteurs.

Areva suspend sa publicité

"L'énergie au sens propre"

L'Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP) a obtenu du groupe nucléaire Areva qu'il suspende sa signature publicitaire "L'énergie au sens propre".

L'ARPP (anciennement BVP) avait été saisie le 23 décembre 2008 par les Verts, qui dénonçaient cette signature comme étant "conçue pour tromper le public en lui faisant croire que l'énergie nucléaire est propre, de l'extraction de l'uranium au retraitement de déchets".

Selon eux, ce slogan laissait penser que "le nucléaire est une énergie propre, terme communément employé pour les énergies renouvelables" et "pas approprié pour l'atome".

Les publicitaires avaient signé en avril 2008 une charte prônant une publicité "éco-responsable", qui ne vante pas les vertus écologiques d'un produit qui ne l'est pas ou qui ne promeut pas des comportements néfastes pour l'environnement.

Source : AFP - 07.01.09



Un nouveau géant du nucléaire est né

Siemens et Rosatom formeront une co-entreprise dont l'objet est de promouvoir la construction de réacteurs VVER de nouvelle génération (la Russie, l'Iran et la Turquie sont principalement visés), la joint-venture russo-allemande se pose en concurrente directe d'Areva. Car, contrairement aux tandems General Electric-Hitachi et Westinghouse-Toshiba, le duo de l'est européen est le seul, avec Areva-Mitsubishi, à offrir toutes les prestations du cycle : de l'exploitation des mines, à la fabrication du combustible en passant par la construction des réacteurs nucléaires.

Mieux, le nouvel ensemble entend même se positionner sur les marchés du démantèlement (encore balbutiant) et de l'exploitation des centrales sur lesquels le groupe français n'est pas positionné

Le rapprochement germano-russe laisse encore sans réponses de nombreuses questions. A commencer par la suite du pacte d'actionnaire entre Areva et Siemens.

Source: Enerpresse - 05.03.09

Une maison "zéro-carbone" en kit

Elle s'appelle RuralZed. C'est une maison en kit à très haute performance énergétique, préfabriquée en usine et assemblée en six semaines. Ses concepteurs, les architectes de BedZed, un écoquartier anglais pionnier situé au sud de Londres, devenu, depuis son achèvement en 2002, une référence en matière d'architecture "verte", se sont attaqués à la maison individuelle en 2008 pour proposer un modèle facile à construire partout.

On peut juger du résultat sur pièce à Grande-Synthe (Nord), où un prototype de RuralZed a été bâti, en préfiguration d'un futur écoquartier de 400 logements zéro carbone.

Cette maison à ossature en bois, orientée nord-sud, est rendue hermétique, afin d'éviter les pertes d'énergie, par une isolation drastique et une membrane respirante. La température intérieure est régulée par une forte masse thermique absorbant chaleur et fraîcheur, un système de ventilation naturelle à récupération de chaleur et une grande véranda faisant office d'espace tampon.

Eau chaude et électricité sont fournies grâce à l'énergie solaire, mais on peut également ajouter une éolienne, fixée sur le toit... Sur l'année, la consommation électrique hivernale et l'excédent estival, revendu à EDF, sont censés s'équilibrer.

Source : Le Monde - 03.02.09
Site : <http://www.ruralzed.com/>

Climat : Al Gore écarte l'énergie nucléaire

Al Gore s'est adressé aux sénateurs américains pour rappeler l'urgence de parvenir à un accord international lors du sommet de Copenhague sur le changement climatique qui se tiendra en décembre 2009. Il a énoncé les cinq facteurs clés de succès de la conférence de Copenhague et esquissé la liste des alternatives qu'il juge les plus prometteuses, le nucléaire n'en faisant pas partie.

Le prochain sommet de négociation du traité post-Kyoto sur le changement climatique se tiendra à Copenhague en décembre 2009. A 10 mois de cette échéance cruciale, le Prix Nobel de la Paix et ancien vice-président américain Al Gore a été entendu par la Commission des Affaires Etrangères du Sénat Américain le 28 janvier 2009. Il a alerté les membres de la Commission, de manière parfois dramatique, sur les risques liés à l'inaction face au changement climatique.

"Notre maison est en danger" a déclaré Al Gore. Il a estimé que la dépendance envers les carburants fossiles constitue un lien étroit entre le défi du changement climatique, la crise économique mondiale et la sécurité nationale des Etats-Unis.

Plaidoyer pour une action rapide

Clairement partisan d'un leadership réaffirmé des Etats-Unis, M. Gore a plaidé pour l'adoption rapide de mesures concrètes par son pays. Insistant sur l'urgence, il a martelé que le traité de Copenhague "doit être négocié cette année. Pas l'année prochaine."

Malgré la présentation de données inquiétantes, Al Gore s'est déclaré optimiste sur les chances d'aboutir, pour trois raisons principales : les signaux forts de l'administration Obama, les propositions constructives de pays émergents (Brésil, Indonésie), le changement progressif dans l'opinion publique américaine.

Le charbon et le nucléaire écartés, le solaire applaudi

Interrogé sur les solutions technologiques possibles, l'ex-vice-président Gore a réaffirmé son opposition à la construction de toute nouvelle centrale thermique au charbon, arguant du fait que la technologie de capture et de stockage du CO₂ était loin d'être déployable à grande échelle.

Al Gore s'est également montré très réservé sur le potentiel de l'énergie nucléaire, en raison du volume de déchets, des questions de prolifération à l'échelle mondiale et de l'incapacité des industriels américains à investir les sommes requises pour un véritable développement de cette technologie.

A contrario, Al Gore s'est montré très favorable à l'efficacité énergétique, à la géothermie et au premier chef, au solaire à concentration, dont il a

affirmé qu'un carré dédié de 160 km de côté pourrait suffire à alimenter l'ensemble du pays, sous réserve que le réseau électrique soit fortement consolidé et optimisé. L'ancien vice-président a affirmé qu'à condition de réellement se mettre au travail, les Etats-Unis pouvaient obtenir "100% leur électricité de sources renouvelables ou sans carbone en l'espace de 10 ans".

Cinq facteurs clés de succès pour la conférence de Copenhague

Le Prix Nobel de la Paix s'est ensuite attaché à identifier les cinq facteurs qui selon lui détermineraient le succès d'un accord à Copenhague :

1. l'affirmation d'objectifs et d'échéances de caractère ambitieux de la part des pays industrialisés et l'acceptation d'obligations "différenciées mais obligatoires" par les pays en développement.
2. l'inclusion de la déforestation dans la négociation, car celle-ci est responsable de près de 20% de l'émission de CO₂ d'origine anthropique dans l'atmosphère chaque année.
3. l'addition de puits de carbone supplémentaires, provenant notamment des terres agricoles et de pâturages.
4. la garantie offerte aux pays en développement qu'ils auront accès à des mécanismes de financement pour l'adaptation au changement climatique.
5. l'existence d'un régime de conformité et de vérification sans faille.

Des sénateurs ébranlés

Les sénateurs de la Commission se sont montrés à la fois impressionnés et résolus à "faire tout ce qui est en notre pouvoir pour maintenir la pression" a affirmé le Président de séance. Néanmoins, alors même que le "Goracle" s'exprimait, un communiqué de presse était distribué dans la salle par plusieurs assistants parlementaires, visant à discréditer les sources scientifiques sur lesquelles Al Gore s'est toujours appuyé. Cela laisse présager des débats moins consensuels lors de prochaines séances.

Source : Enerzine - 03.02.09



L'Autriche convertit sa centrale nucléaire fantôme... à l'énergie solaire

Condamné durant trente ans à l'inactivité, le site de la centrale nucléaire autrichienne de Zwentendorf, située à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Vienne, va bientôt être tiré de sa léthargie pour produire... de l'énergie solaire.

Le 5 novembre 1978, la population autrichienne décidait par référendum de réduire son réacteur flambant neuf - jamais entré en service - à l'inactivité. D'une capacité de 730 mégawatts (MW), la centrale à eau bouillante construite par le groupe allemand Siemens devait faire entrer l'Autriche dans l'ère nucléaire. Les résultats du référendum lui en fermèrent la porte.

Depuis, en 1999, les Autrichiens ont inscrit le renoncement à l'énergie nucléaire dans leur Constitution, et aucun parti ne s'aviserait de remettre en cause ce qui tient désormais lieu de doctrine d'Etat.

Dans quelques mois, la façade de béton de la centrale, son toit, tout comme une partie des 14 hectares de terrain adjacent, seront hérissés de panneaux solaires. EVN, producteur et distributeur de la quasi-totalité de l'électricité dans la région de Basse-Autriche, et acteur dominant sur les marchés bulgare et macédonien, a racheté le site en 2005. La concession d'exploitation pour produire de l'énergie reste valide. Et le réseau électrique passe à quelques centaines de mètres.

Un décor de science-fiction

La contribution de Zwentendorf au développement des énergies renouvelables restera d'abord modeste. Avec un maximum de 3 MW, la centrale assurera le ravitaillement en électricité d'un millier de foyers. A un horizon plus lointain, EVN envisage d'implanter sur le site une centrale à biomasse. Son emplacement - sur les bords du Danube - permettrait l'acheminement de résidus de bois. Encore faut-il trouver des fournisseurs capables d'en livrer des quantités suffisantes et à long terme.

A l'intérieur de la centrale endormie, on plonge dans l'univers de l'atome des années 1970. Derrière les murs de béton, épais de 1,2 mètre, un dédale de couloirs et de sas conduit à la salle des turbines, puis au coeur du site. Le réacteur, enchâssé dans une coque de béton et d'acier, à 30 m au-dessus du sol, s'offre sans manières à l'inspection.

Dans ce décor de science-fiction, il semble que l'heure se soit arrêtée. La salle de contrôle affiche clairement un design d'époque. Le téléphone, jadis une ligne directe reliée à la chancellerie, est toujours posé sur le tableau de bord.

Les pouvoirs publics avaient, dans un premier temps, conservé l'espoir que le vent tourne, et que les 5,2 milliards de schillings (380 millions d'euros), coût de la construction de la centrale, n'aient pas été dépensés en pure perte. L'accident de Tchernobyl, en 1986, coupa court aux spéculations sur un nouveau référendum.

Depuis 2005, la centrale contribue à l'entretien de ses cinq sœurs germaniques, construites sur le même modèle qu'elle. Turbines, tuyaux et autres pièces détachées sont vendus pour remplacer les parties usagées des centrales allemandes encore en service. Zwentendorf fait également office d'école pour leurs ingénieurs, qui viennent s'y entraîner au montage et démontage à échelle réelle, sans risque d'irradiation.

La réhabilitation du site de Zwentendorf contribuera, modestement, à rattraper le retard pris par l'Autriche pour réaliser les objectifs de Kyoto. Le pays s'est engagé à réduire ses émissions de CO₂ de 13 % par rapport à 1990, mais, en 2006, les émissions dépassaient encore de 15 % ce point de référence. Autre objectif : faire passer de 70 % à 78 % la part des énergies renouvelables (y compris l'énergie hydroélectrique, très importante en Autriche) dans la consommation d'électricité d'ici à 2010.

Laurence Monnot

Source : Le Monde - 12.11.08



Three Mile Island :

retour vers le futur

Il y a 30 ans, en mars 1979, se produisait aux Etats-Unis l'accident nucléaire de Three Mile Island. Cet événement porta un coup d'arrêt au développement du nucléaire américain, tandis que le programme nucléaire français poursuivit son expansion. Retour sur la crise vue de la France, au travers d'extraits d'époque du journal *Le Monde*.

Le 16 mars 1979 sortait aux Etats-Unis un film prémonitoire intitulé le "Syndrome Chinois". Il mettait en scène deux reporters, témoins du début d'un accident nucléaire qui manque de tourner à la catastrophe.

12 jours plus tard, le 28 mars 1979, un accident se produisait à la centrale nucléaire civile de Three Mile Island, près de Harrisburg en Pennsylvanie. Il conduisit au rejet de vapeur radioactive dans l'environnement. Les femmes enceintes et les jeunes enfants furent évacués 2 jours plus tard.

Cet accident, dû à une série d'erreurs humaines et de défaillances techniques, n'avait pas été envisagé par les autorités car estimé très improbable. Plusieurs années après, on apprit qu'à une heure près, la fusion du coeur aurait pu être totale.

Vendredi 30 mars 1979

"Accident dans le système de refroidissement d'une centrale nucléaire aux Etats-Unis.

Un accident a eu lieu mercredi 28 mars à la centrale nucléaire de Three Mile Island en Pennsylvanie (Etats-Unis).

Vers 4 heures du matin (heure locale, 10 heures à Paris) les habitants ont été réveillés par le bruit d'une explosion et ont vu un jet de vapeur au-dessus de la centrale. La valve de l'une des pompes alimentant en eau le système de refroidissement du réacteur venait de céder. Il n'y a pas eu de blessés. S'il y a eu un net accroissement de la radioactivité à l'intérieur de la centrale et même à l'extérieur, dépassant de beaucoup les limites autorisées, on est resté au-dessous des taux qui sont considérés comme véritablement dangereux.

Les cinq cents employés de la centrale sont soumis à des contrôles ; aucune précaution particulière n'est nécessaire pour les habitants du voisinage (...)

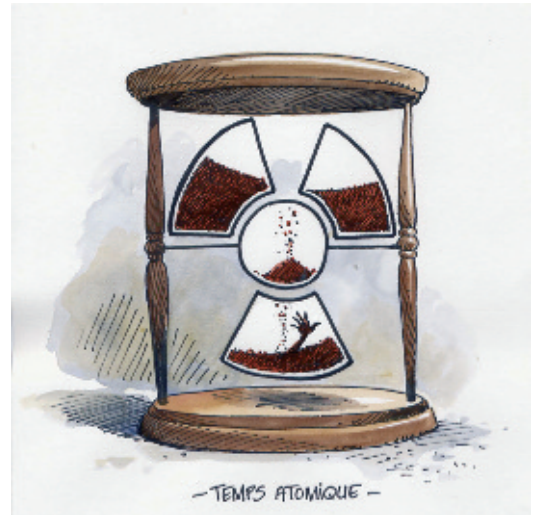
Le réacteur concerné fait partie de la filière PWR (eau pressurisée) et a été construit par la société Babcock et Wilcox. Les réacteurs français de Fessenheim et du Bugey relèvent de la même filière, mais ont été conçus par la société Framatome, sous licence de Westinghouse".

Dimanche 1^{er} avril - lundi 2 avril 1979

"L'accident nucléaire de Pennsylvanie a pris au dépourvu les techniciens et les autorités.

Ce n'est pas encore la panique, mais [les suites de l'accident sont apparues suffisamment graves] pour transformer l'affaire en une catastrophe d'importance nationale."

© Lidwine



Extrait de l'édito titré "Le pépin" :

"Car la peur vient aussi du mystère dans lequel les pouvoirs publics veulent tenir l'opinion. Celle-ci est suffisamment mûre pour savoir que, sans les apports de l'énergie atomique, au moins pendant un certain temps, c'est l'économie tout entière qui sombrerait au niveau du sous-développement. L'énergie électronucléaire n'a encore jamais tué. En revanche, un brutal changement de cap dans les programmes nucléaires augmenterait sensiblement le nombre des chômeurs. Qui l'accepterait ?"

Mardi 3 avril 1979

"Les techniciens américains rencontrent de grandes difficultés pour refroidir le réacteur. Cet événement a provoqué de très nombreux commentaires dans le monde entier. En France, M. Raymond Barre a affirmé, dimanche soir, que le programme électronucléaire français ne serait pas remis en cause."

Titre en pages intérieures :

"Après la visite du président Carter, une évacuation plus ou moins massive des populations est envisagée par de très nombreux experts."

Article "L'obstination des industriels" :

"(...) Le président de Gulf Oil (...) a déclaré dimanche qu'il n'était pas ébranlé par l'accident, mais par la "sur-réaction" du public et des autorités ; selon lui, il faudra peut-être rectifier certaines choses, mais après tout, "toute activité humaine comporte des risques, y compris lorsqu'il s'agit de marcher dans la rue ou de conduire une voiture" (...).

M. Herbein, vice-président de la compagnie [Metropolitan Edison, propriétaire de la centrale], était allé jusqu'à dire que "la crise était terminée". Quelques instants plus tard, le responsable de la commission fédérale des règlements nucléaires, M. Denton, convoquait la presse dans un bâtiment voisin pour affirmer qu'il n'en était rien et que la crise ne serait pas surmontée "tant que le réacteur n'aura pas été refroidi".

De même, la compagnie a caché aux responsables de la commission nucléaire une explosion d'hydrogène qui a eu lieu à l'intérieur du réacteur à une date indéterminée (jeudi selon la compagnie, mercredi selon M. Denton). (...)

Déjà, les centres d'hébergement dressés pour les femmes enceintes et les enfants d'âge préscolaire, évacués vendredi, admettent avoir quelques difficultés à maintenir le calme parmi leurs pensionnaires forcés, parqués dans des conditions sommaires."

Mercredi 4 avril 1979

Le journaliste Pierre Viansson-Ponté conclut son article "Mais de grâce, qu'on cesse de nous mentir, de nous traiter comme des enfants indiscrets. Qu'on cesse surtout d'oublier (...) cette donnée oubliée, l'erreur humaine."

Jeudi 5 avril 1979

"La situation d'alerte est pratiquement terminée dans la région de Harrisburg."

Vendredi 6 avril 1979

"Pas de panique.

A l'heure où le gouvernement décide de l'accélération du programme nucléaire français, (...) M. André Giraud, ministre de l'Industrie, a estimé que, en cette matière, c'est le manque d'information qui a déclenché la panique du public."

Samedi 7 avril 1979

Assemblée nationale

M. Giraud : " personne ne conteste la nécessité inéluctable du recours au nucléaire."

Et "La commission de la production va envoyer une mission d'information aux Etats-Unis."

Le sujet ne sera plus abordé dans les pages du Monde après le 7 avril. Alors que le Time, en Grande-Bretagne, titrera en Une le 9 avril : "Nuclear nightmare" (cauchemar nucléaire) sur fond de cheminées réfrigérantes.

L'accident de Three Mile Island porta un coup d'arrêt à l'industrie nucléaire américaine: aucune nouvelle construction de réacteur nucléaire n'a été décidée depuis aux Etats-Unis.

Alain Corréa

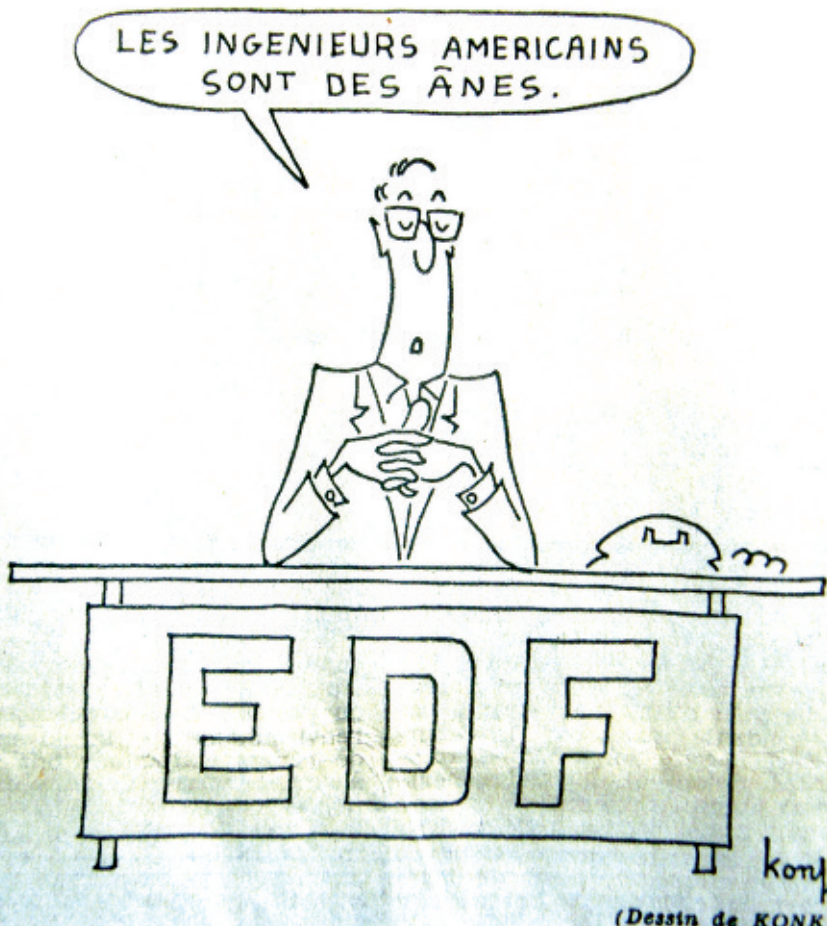
Sortir du nucléaire 76 sdn76@nanodata.com

DR
a la bombe
isse pas peser
nts et sur les
ou des conclu-
ns, toutes dis-
ises pour que
s qui seront
ositifs de sécu-
rés en consé-

N
La mission
ralienne qui
les dans les
nnes villes
à fait plu-
d'un grand
stifient dès
crédits en-
entreprise.

ent de l'an-
des archéo-
notamment
dont il est
ver certains
reprenait la
un ministre
ien ne jus-
ent de la
française. »

S BOTT.



Tazieff — e
plus possible
tels risques
péenne en f
yeux fermés
à l'E.D.F. a
d'accident to
sont prises »,
multiplient
jamais où
redoutés. Les
ses utilisent
que ceux de
sylvanie. Nou
qu'en France
déchets radi
l'ombre d'une
sons appel à
politiques de
l'opposition,
exercer u
sociale, re
pour qu'ils n
compatriotes
apprentis sor

● Les cand
élections euro
Europe-écolog
dimanche 1^{er}
« l'arrêt imm
tions et du
nucléaire civi
estiment que
nucléaire « n
comme avant
du nucléaire
d'affirmer ce
accident ne a

Dessin paru dans l'édition du Monde du 3 avril 1979, illustrant l'attitude française vis-à-vis de l'accident nucléaire américain de Three Mile Island.

La violence n'est pas la solution mais le problème

L'action du Réseau "Sortir du nucléaire" s'appuie sur la non-violence. Cette démarche demeure encore largement méconnue et suscite bien souvent le scepticisme de ceux qui se disent "réalistes". L'interview ci-dessous nous éclaire sur la force de la non-violence et de la désobéissance civile. Jean-Marie Muller est écrivain et philosophe, fondateur du Mouvement pour une Alternative Non Violente (MAN). Il tente de relever ce défi depuis près de quarante ans, à travers ses écrits comme ses actions.

Jean-Marie Muller : Tous les soirs à 20 heures, nous devenons des téléspectateurs qui regardons à travers les images de fer, de feu, de sang, de morts qui nous sont montrées, les hommes jouer aux jeux mécanisés de la mort aux quatre coins du monde. Nous sommes quelque part fascinés par la violence et la mort. Fascinés par ces images que l'on nous distille et qui ne suscitent malheureusement aucune réflexion, mais une émotion. Et rien n'est plus éphémère qu'une émotion.

Au Moyen-Orient comme ailleurs, la violence n'est pas la solution mais le problème. L'erreur serait de penser que la violence est humaine. Elle est fondamentalement inhumaine. Elle ne permet pas d'apporter une réponse humaine aux inévitables conflits qui naissent entre les hommes. Il faut trouver des alternatives à la violence comme méthodes d'action. Notre société est dominée par l'idéologie de la violence nécessaire, légitime et honorable. Il faut déconstruire cette idéologie. La langue que nous parlons reflète cette idéologie. Nous n'avons pas appris la langue de la non-violence. Nous ne connaissons pas les mots pour dire la non-violence. C'est pourquoi j'ai voulu écrire un dictionnaire qui essaye d'inventer les mots qui nous permettent d'exprimer la non-violence. Si vous prenez le mot "courage" par exemple, présent chez Platon et Aristote. Le courage est la vertu de l'homme fort qui peut affronter des risques et des dangers. Où l'homme rencontre-t-il les plus grands risques et les plus grands dangers ? A la guerre. L'homme courageux est donc le guerrier qui accepte d'affronter la mort sur le champ de bataille. Celui qui refusait de faire la guerre était accusé d'être un lâche. Il faut bien comprendre que nous sommes dans une culture de violence, que tous les mots que nous utilisons sont ombrés par cette idéologie de la violence.

Lorsque la loi cautionne ou engendre l'injustice, quand elle bafoue l'intérêt collectif, la désobéissance civile n'est-elle pas alors légitime ?

Jean-Marie Muller : José Bové a écrit un livre intéressant sur la désobéissance civique. Mieux vaut parler de désobéissance civile. La civilité est plus importante que la citoyenneté. Quand je parle de désobéissance civile, je renvoie simplement à



© Nathalie P.

l'idée de citoyen. La désobéissance civile renvoie à l'idée de civilité, de civilisation, de l'homme civilisé. La civilité est la vertu du citoyen. La désobéissance doit être civile. Gandhi disait que la désobéissance est civile en ce sens qu'elle n'est pas criminelle. La violence est toujours une désobéissance aux lois car la loi est fondée sur l'interdit de la violence. Le violent désobéit à la loi de manière "criminelle". Il n'y a, en même temps, pas de société possible sans loi. Mais la fonction de la loi est de garantir la justice. Tant qu'elle garantit la justice, elle mérite notre obéissance. Il arrive malheureusement qu'elle cautionne l'injustice. Dès lors le citoyen responsable doit désobéir. La civilité du citoyen n'est pas l'obéissance aveugle, ni la discipline, mais la responsabilité. Le citoyen doit juger la moralité de la loi à laquelle il est sommé d'obéir. Pendant l'Occupation, les rafles des Juifs ont été organisées non par des soldats allemands mais par des policiers et gendarmes français qui ont obéi aux lois antisémites de Vichy. Si les fonctionnaires de Vichy avaient désobéi aux lois immorales de l'Etat, l'Occupation n'aurait pas pris la même tournure. Maurice Papon a été condamné parce qu'il avait obéi aux lois de Vichy concernant les Juifs. Il lui a donc été reproché de n'avoir pas désobéi. Il est temps de tirer les leçons de la jurisprudence du procès Papon, ce que l'on n'a toujours pas fait. C'est-à-dire que non seulement le fonctionnaire doit juger de la légalité ou de l'illégalité de la loi mais aussi de la légitimité et de l'illégitimité de la loi. Cela devrait être dans la déontologie du fonctionnaire de refuser d'obéir à une loi qui viole les droits de l'homme.

Les méthodes de l'action non-violente ont-elles une efficacité politique ? Peuvent-elles apporter une contribution décisive à la résolution des conflits ?

Jean-Marie Muller : Revenons à Gandhi car il y a bien un avant et un après Gandhi tant dans la réflexion politique que dans la stratégie politique. Il faut toujours distinguer la non-violence en tant que philosophie qui est un choix existentiel qui donne un sens à l'existence - parce que la violence est le non-sens et l'absurdité - et la non-violence en tant que stratégie de l'action politique. Gandhi a toujours bien distingué ce qu'il appelle son crédo qu'il n'impose à personne. Et la stratégie de l'action politique qu'il a proposée aux Indiens.

L'analyse de Gandhi était la suivante : si quelques dizaines de milliers de Britanniques peuvent imposer leur domination à quelques centaines de millions d'indiens ce n'est pas grâce à la capacité de violence des Britanniques mais plutôt à la résignation, à la complicité, et à l'esprit de collaboration des Indiens. Son analyse montre que les opprimés deviennent co-responsables de l'oppression qu'ils subissent dans la mesure où ils s'en accommodent et obéissent aux lois qui justifient cette oppression. Partant de cette analyse, il a proposé une stratégie de non-coopération aux Indiens. Il a proposé de ne pas obéir aux lois, et de ne pas participer aux institutions et de récuser l'idéologie colonialiste. Il a organisé des campagnes de désobéissance civile dont la plus marquante fut la marche du sel qui avait pour objectif l'indépendance.

Le vice-roi prit ombrage de la popularité croissante de Gandhi. Il jeta Gandhi en prison mais aussi toutes celles et tous ceux qui l'imitaient et qui exigeaient d'aller aussi en prison. Les prisons ont alors atteint un seuil de saturation au-delà duquel un gouvernement ne peut plus gouverner. Gandhi disait souvent : "On ne peut pas mettre tout un peuple en prison". Il a libéré Gandhi et accepté de le rencontrer et de négocier avec lui. Lui le chef des rebelles, à moitié nu, est allé rencontrer d'égal à égal le vice-roi pour négocier. Dès lors l'indépendance de l'Inde était inscrite dans l'Histoire.

Y a-t-il d'autres exemples récents dans l'Histoire qui ont permis à la non-violence de triompher ?

Jean-Marie Muller : On fêtera en novembre 2009 le vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin. J'ai pu ainsi en 1987 rencontrer les leaders de la résistance polonaise dont Adam Michnik. Ce dernier m'expliqua qu'ils avaient opté pour la non-violence car ils n'avaient pas les moyens de la violence. Ils étaient persuadés qu'ils ne pourraient, par la violence, que provoquer un surcroît de répression de l'Etat policier qui briserait immédiatement la résistance.

C'est la non-violence qui est réaliste. Jamais la violence n'a pu apporter une véritable solution aux conflits.

Jean-Marie Muller : Michnik choisit aussi la non-violence, me dit-il, car les Polonais de Solidarnosc veulent construire une société démocratique. Il y a une incompatibilité d'humeur radicale entre la violence et la démocratie. Pour mettre en œuvre une société démocratique, il nous faut mettre en œuvre des moyens démocratiques, c'est à non-violents. Il m'expliqua aussi que toute la stratégie politique du mouvement de libération polonais reposait sur un refus de l'affrontement frontal et violent avec le pouvoir. De même le mur de Berlin n'est pas tombé de lui-même, il n'a pas été détruit par les armes de destruction massive de l'Occident, il s'est effondré sous la pression de la résistance des femmes et des hommes des sociétés civiles de l'Est.

Propos recueillis par Eric Tariant

A lire

Dictionnaire de la non-violence par Jean-Marie Muller, édition du Relié, Poche 2005.

Gandhi. Sa véritable histoire par son petit-fils, par Rajmohan Gandhi, éditions Buchet-Chastel, octobre 2008.

La voie de la non-violence par Gandhi. Une sélection de textes du Mahatma, Folio 2004.

La relation infinie. La philosophie de Lanza del Vasto. Tome 1 Les arts et les sciences. Par Daniel Vigne, éditions du Cerf, décembre 2008.

Le choix du feu. Aux origines de la crise climatique, par Alain Gras, Fayard 2007.

Pour aller plus loin : www.non-violence.fr

© Franz Pfluegl - Fotolia



Combattre le nucléaire et les OGM

Deux technologies, une seule logique : le technocapitalisme

Nucléaire, OGM, nanotechnologies, biométrie, ondes électromagnétiques, caméras de surveillance, drones... autant de technologies qui nous cernent chaque jour un peu plus. Pourtant, l'espoir n'est vraiment pas perdu.

Le système qui secrète ces technologies mortifères, mises en œuvre dans le seul but de nous asservir, entre dans une crise majeure. Leur prolifération est l'aveu de son échec fondamental : le système n'espère plus survivre qu'en nous faisant peur, par la répression. Il cherche à nous faire accepter son contrôle total, sous prétexte de nous garantir la sûreté des personnes et la sécurité matérielle – toutes deux hypothétiques et égoïstes.

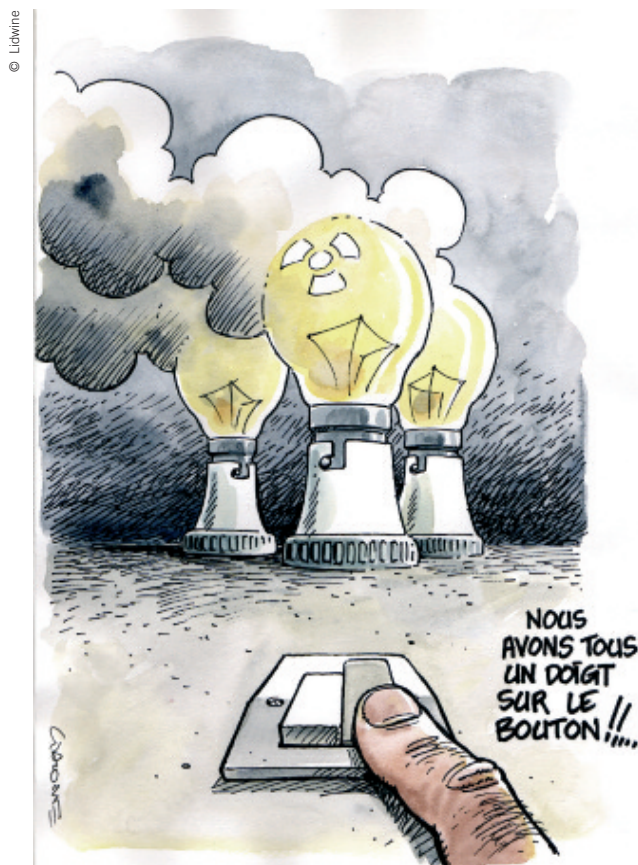
Nécessité du contrôle répressif

La nécessité du contrôle répressif est depuis longtemps une donnée essentielle de l'imposition du nucléaire civil dans notre pays. Ce contrôle, social, policier, antidémocratique, est un point commun remarquable, et sans doute le plus facile à mettre en évidence, entre nucléaire, OGM et autres "nécrotechnologies". Le nucléaire pose en effet le problème fondamental d'un contrôle social de type policier, a priori sans limites temporelles puisque les États nucléarisés, durant les millénaires qui viennent, devront empêcher l'utilisation à des fins terroristes des déchets radioactifs produits par les centrales. Quant aux OGM, le contrôle qu'ils induisent est tout aussi fort, bien qu'il ne soit pas du même ordre que celui que réclame le nucléaire. Cette fois, leur hypothétique extension planétaire aboutirait à "rationaliser" la production vivrière en contrôlant les flux de nourriture dans un but politique bien plus qu'économique. "Contrôle" signifie ici "pouvoir de limiter, voire de stopper les échanges au niveau mondial". C'est toujours la même idéologie du contrôle, du pouvoir, qui est à l'œuvre, contre l'imagination et la liberté humaines. Les OGM sont une arme alimentaire de cauchemar : les technoscientistes ont inventé là une façon scientifique de réduire à la famine des centaines de millions de paysans si les règles du commerce international restent ce qu'elles sont aujourd'hui, c'est-à-dire si continuent de s'appliquer les droits des prétendues propriétés intellectuelle et industrielle.

Cependant, tant en ce qui concerne le nucléaire que les OGM, il faut être lucide. Le risque d'une utilisation des déchets nucléaires à des fins terroristes n'est qu'éventuel. L'État se sert de cette menace comme d'un épouvantail pour inviter la population à accepter ici et dès maintenant des lois policières. Relevant de cette logique, un arrêté du 24 juillet 2003 (abrogé en janvier 2004 après une forte mobilisation) classait ainsi "secret défense" toute

information relative au nucléaire - ce qui aurait permis de poursuivre en justice les opposants qui divulguent ces informations. Les OGM ne sont eux aussi qu'une menace de famine éventuelle puisque leur imposition n'est pas du tout acquise à l'échelle mondiale, et n'a pour l'instant fonctionné qu'aux États-Unis, au Canada et en Argentine. Partout ailleurs, la lutte continue et est loin d'être perdue. Elle est cependant impérative : il y avait 963 millions de personnes sous-alimentées dans le monde fin 2008, soit 120 millions de plus qu'en 2005.

Autre point commun : les OGM sont, comme le nucléaire, le résultat d'une technologie d'une complexité inouïe. Ce faisant, le nucléaire et les OGM échappent à la possibilité d'un débat démocratique. Il est évident que l'on ne peut attendre de la population qu'elle prenne une décision, pour ou contre, en toute connaissance de cause, pour une raison bien simple : une explication du nucléaire comme des OGM n'est pas réductible à un plus petit dénominateur commun de connaissances partagé par tous. Nous ne pouvons pas tous comprendre comment fonctionne un réacteur nucléaire dans le détail, ni comment s'effectue la transgénèse. Cela entraîne deux conséquences majeures.



Antidémocratiques

Tout d'abord, les OGM comme le nucléaire supposent un pouvoir politique qui décide de passer outre l'opinion populaire ; le nucléaire, les biotechnologies ou les nanotechnologies sont par essence antidémocratiques. Pas seulement "non démocratiques", mais bien antidémocratiques car ces technologies sont nécessairement imposées en dehors de toute réflexion large et populaire, étant donné que le peuple n'est pas formé pour comprendre le fonctionnement desdites technologies. Tout le monde ne peut pas avoir un mastère de physique nucléaire ou d'agronomie, et c'est tant mieux : dans le "système technicien", ce n'est pas seulement le système qui est oppresseur, l'idolâtrie de la technologie et le pouvoir des experts le sont tout autant.

Seconde conséquence majeure : le refus du nucléaire comme des OGM peut être (doit être, même !) avant tout politique justement parce que l'une et l'autre technologies nient de fait toute possibilité d'utilisation et de maîtrise démocratique. L'écologie devrait redevenir une politique globale, mais pas au sens des boutiquiers de la politique politicienne ; plutôt une politique au sens le plus profond, d'envergure globale, visant ni plus ni moins qu'à l'émancipation de l'être humain. La radicalisation de nos luttes est la voie la plus réaliste. C'est bien à la racine de ces technologies que nous avons notre mot à dire : critique du pouvoir qui s'impose contre le peuple, critique des scientifiques mercenaires qui servent le pouvoir économique et les lobbies sans aucune réflexion philosophique et politique, alors même que les technologies qu'ils développent ont des implications sociales majeures et contrarient les perspectives d'émancipation humaine.

Nous pourrions avoir l'impression que les scientifiques qui promeuvent le nucléaire et les OGM ont perdu la raison. Le nucléaire engage l'humanité pour des milliers d'années dans la surveillance des déchets les plus toxiques qui se puissent imaginer ; les OGM, s'ils se généralisent, seront la cause des plus gigantesques famines de l'époque moderne. Les rendements des OGM en plein champ baissent au bout de trois ou quatre campagnes et sont inférieurs à ceux des variétés indigènes ou hybrides ; ils nécessitent l'emploi de plus importantes quantités de pesticides au fur et à mesure de leur extension ; ils constituent l'atteinte sans doute la plus grave jamais portée à la biodiversité... Ces données¹, que plus personne ne peut contester, étaient des certitudes, ou en tout cas des probabilités fortes, avant même la mise sur le marché des OGM. Aucun principe de précaution n'a été respecté, pas plus que dans le cas du nucléaire. Hélas, les scientifiques qui propagent les absurdités nucléaires et transgéniques ne sont pas fous : leurs constructions abracadabrantes sont en parfaite cohérence avec le système productiviste et technicien.

C'est pourquoi toute critique des OGM comme du nucléaire débouche sur une critique politique radicale de ce système, et une redéfinition complète du rôle et de la place des scientifiques dans une société humaine émancipée.

Philippe Godard

Auteur de *OGM, semences politiques*

© Prod. Numérik

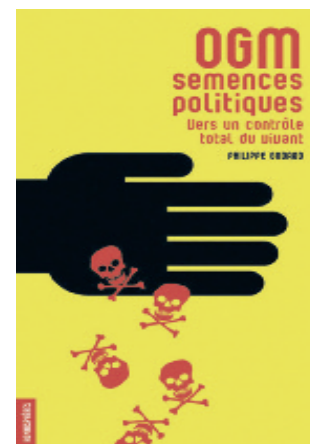


¹ Souvent empruntées à Inf'OGM (www.infogm.org), ces données sont issues du livre *OGM, semences politiques*.

OGM semences politiques

L'objet de cet ouvrage n'est pas d'analyser les OGM d'un point de vue scientifique, ce qui a déjà été fait de façon remarquable (Berlan, Séralini, Vélot...). Il s'agit plutôt de montrer en quoi cette technologie est avant tout politique et anti-émancipatrice, et que le contrôle des flux de nourriture qu'elle rend possible est une arme de type dictatorial, et en aucun cas une façon de "nourrir toute l'humanité", comme le prétend le lobby des biotechnologies. L'ouvrage donne de nombreuses pistes de réflexion montrant que le combat est loin d'être perdu, et que la condamnation et le rejet des OGM doivent devenir l'un des objectifs fondamentaux de tout mouvement visant l'émancipation humaine, de même que la lutte antinucléaire.

OGM, semences politiques, Editions Homnisphères, 2008, 110 pages, 10 euros.



Découvrez l'équipe du Réseau "Sortir du nucléaire"

Le conseil d'administration : 9 titulaires et 8 suppléants en 2009



Jean-Marie Brom

Titulaire représentant Stop Transports - Halte au nucléaire (Strasbourg)



Rémi Verdet

Suppléant représentant Stop Transports - Halte au nucléaire (Strasbourg)



Chantal Cuisnier

Titulaire représentant Sortir du nucléaire Cornouaille (Finistère)



Didier Anger

Suppléant représentant le CRILAN (Manche)



Johnny Da Silva

Titulaire représentant Sortir du nucléaire Paris



Nicolas Depret

Suppléant représentant Sortir du nucléaire Paris



Cédric Lucas

Titulaire représentant Rhône-Alpes sans nucléaire



Samuel Lagrange

Suppléant représentant Rhône-Alpes sans nucléaire



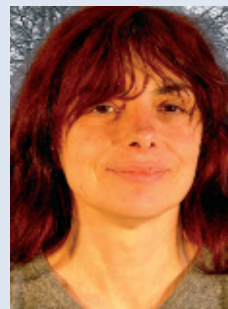
Stéphane Maimbourg

Titulaire représentant Vosges antinucléaire



Isabelle Tait

Suppléante représentant Sortir du nucléaire 13



Véronique Marchandier

Titulaire représentant Sortir du nucléaire Pays de Rennes



Domitille Hugentobler

Suppléante représentant Chiche!



Pierre Péguin

Titulaire représentant Le Collectif Rhodanien



Nadine Schneider

Suppléante représentant CDR55



Alain Rivat

Titulaire représentant Sortir du nucléaire 56

12 salarié-e-s et 2 prestataires



Daniel Roussée

Titulaire représentant
les Amis de la Terre
Midi-Pyrénées



Frédéric Boutet

Suppléant représentant
Sortir du nucléaire
Haute-Garonne



Philippe Brousse

Directeur



Xavier Rabilloud

Assistant de direction
et de communication



Stéphane Lhomme

Chargé des relations
extérieures



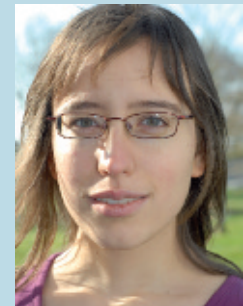
Pierre Emmanuel Weck

Chargé de campagnes
et de communication



Jocelyn Peyret

Coordination des groupes
et des actions



Charlotte Mijeon

Chargée des relations
internationales



Nouara Scalabre

Responsable des abonnés
et des commandes



Delphine Boutonnet

Responsable des expéditions
et des stocks



Jacques Caclin

Directeur financier
Prestataire de services



Annie Orega

Secrétaire comptable



Sabine Li

Webmestre infographiste



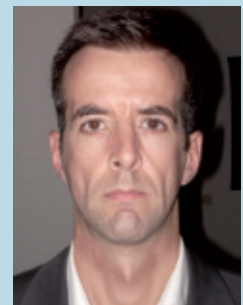
Myriam Battarel

Assistante Webmestre



Nadege Morel

Responsable de publication



Benoist Busson

Avocat, Conseiller juridique
Prestataire de services

Photos: Nouara Scalabre

Merci aussi aux centaines de bénévoles partout en France qui contribuent à l'action du Réseau et dont la photo n'apparaît pas sur ces pages.

L'isolation bio de la maison ancienne

Un excellent guide pour une isolation saine, efficace et durable de l'habitat ancien à rénover.



Les constructions anciennes sont difficiles à isoler : elles n'ont pas été conçues pour cela, bâties à une époque où l'on se contentait de la cheminée. On y estime les pertes de chaleur en moyenne à 40% par le toit, 30% par les ouvertures, 20% par les murs et 10% par les sols. Mais doubler les parois empêche sur le volume intérieur ; étancher les ouvertures et empêcher tout échange entre l'intérieur et l'extérieur conduit à des condensations et des problèmes de santé.

Une maison saine doit "respirer", elle doit permettre les échanges gazeux et le transfert d'humidité vers l'extérieur, humidité due aux activités humaines et aux remontées dans les murs par capillarité. Il faut aussi rechercher la grande inertie thermique des matériaux naturels, qui rend la vie plus confortable (accumulation puis restitution progressive de la chaleur et de la fraîcheur).

Après avoir défini simplement quelques principes, tels que la conductivité et la résistance thermiques, et présenté les différents types d'isolants conventionnels et écologiques, l'auteur s'attache à proposer des solutions pratiques pour les différents éléments de la construction, du sol au toit en passant par les murs et les ouvertures.

Ce livre a le mérite d'aborder les solutions particulières à chaque région, correspondant à la diversité des matériaux et des techniques. Sont également abordés l'isolation extérieure, la remontée d'humidité du sol, le drainage, le coût des matériaux et la pénibilité de leur utilisation.

Ce livre sera très utile au profane, qui peut discuter les solutions proposées par un professionnel, comme au bricoleur ou à l'artisan qui veut se tourner vers l'éco-construction.

Pierre Péguin

Administrateur du Réseau "Sortir du nucléaire"
pierre.peguin@sortirdunucleaire.fr

L'isolation bio de la maison ancienne

Patrig Le Goarnig, Ed. Eyrolles,
 coll. Chantiers pratiques, 95 pages

A commander au prix de 19,50 € port compris,
 au Réseau "Sortir du nucléaire",
 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04
 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")
 ou dans notre boutique en ligne :
<http://boutique.sortirdunucleaire.org>

"Camping Sauvage" Les Fils de Teuhpu reviennent en fanfare !

Depuis 10 ans que les Fils de Teuhpu écumant les salles de concert en France comme à l'étranger, ils ont su développer leur propre style et sortir du lot des fanfares ska festives. Avec ce nouvel album, ils nous proposent un voyage dans des univers musicaux très disparates, passant du rock au jazz, du ska au funk, le tout agrémenté de quelques soupçons d'afro-beat bien sentis.

Mais les Fils de Teuhpu, c'est aussi une passion pour les films muets. Deux films de Buster Keaton sont ainsi mis en musique et proposés sur le DVD qui accompagne l'album, avec en bonus un concert du groupe. Les Fils de Teuhpu nous délivrent ainsi une galette musicale des plus rafraîchissantes, dans laquelle nous retrouvons leur esprit des grands moments. Des textes ironiques, mêlant humour et engagement, dérision et vivacité rythmique... du grand art, du grand Teuhpu !

À leur actif également, le soutien inconditionnel qu'ils apportent au Réseau "Sortir du nucléaire" depuis 2 ans. Les Fils de Teuhpu ont été parmi les premiers à répondre à nos appels à soutien lancés auprès des artistes. Depuis lors, des stands du Réseau "Sortir du nucléaire" sont régulièrement présents sur leurs concerts.



Les Fils de Teuhpu ont choisi de vivre leur engagement par la musique et de contribuer ainsi à apporter de la joie à leur public, tout en assumant leurs convictions sur certains sujets d'actualité. Leur indépendance artistique est également tout à leur honneur, cet album étant distribué par le label Irfan créé par Les Ogres de Barback.



La scène musicale française est diverse ; certains artistes nous soutiennent, alors soutenons-les aussi, ceux qui n'hésitent pas à mouiller leur chemise pour nos oreilles, mais aussi contre le nucléaire. Qu'ils en soient ici remerciés.

Jocelyn Peyret

jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr

Les Fils de Teuhpu
"Camping Sauvage", CD + DVD, 2009, 12 €
www.lesfilsdeteuhpu.com

Consultez la liste des 56 artistes qui soutiennent le Réseau :

<http://groupes.sortirdunucleaire.org/spip.php?rubrique62>

Huile végétale, un VRAI biocarburant

Ce livre s'attache à démêler des réalités opposées, pourtant souvent désignées par le même terme de "biocarburants".

Les filières industrielles de production des agro-carburants (biodiesel, bioéthanol et ETBE) sont très gourmandes en énergie, génèrent des pollutions et émettent du CO₂. Les nommer "biocarburants" est donc extrêmement trompeur.

Seules les huiles végétales pures, alimentaires ou de récupération, sont réellement des "biocarburants", à condition que leur cycle de fabrication soit court. Elles peuvent être produites à partir de graines de tournesol, de colza, de soja ou de palme avec des rendements à l'hectare variables. A partir d'une tonne de graines, on obtient environ 350 kilos d'huile.

Ce livre s'adresse d'abord aux possesseurs d'un véhicule à moteur diesel. Il leur indique comment modifier un tel moteur pour utiliser au mieux l'huile végétale. Les producteurs d'oléagineux apprendront comment s'équiper pour une auto-production leur permettant d'alimenter leur matériel agricole en huile végétale. Les aspects légaux sont également détaillés, selon qu'on est auto-consommateur ou pêcheur en mer et selon que l'on habite dans le département pionnier du Lot et Garonne, ou ailleurs en France.

Jean-Pierre Morichaud

j.p.morichaud-fpu@wanadoo.fr

Huile végétale, un VRAI biocarburant
De Pierre Bertrand,
Ed. Terre vivante, 2007, 121 pages, 15 €

Le biodiesel, mêlant 45 % d'huiles végétales et 55 % de méthanol, est un dérivé pétrolier, utilisé dans les véhicules diesels.

Le bioéthanol est issu de la fermentation de l'amidon, de la betterave, de la canne à sucre ou de céréales. Mélangé à l'essence, il se substitue à celle-ci.

L'ETBE est un carburant mixte, l'éthanol-isobutylène, un dérivé du pétrole. On le mélange à l'essence jusqu'à 15 % pour l'utiliser dans les véhicules à essence.



Renouvelables

De l'eau chaude pour tous au Brésil

Le projet d'Augustin n'a pas vraiment vocation à être rentable, mais il est là pour faire avancer le schmilblick, pour permettre aux plus pauvres de profiter de ce qui est une évidence pour nous, mais un luxe pour la plupart d'entre eux : l'eau chaude...

Augustin est un ancien ingénieur qui a pris un virage radical il y a une quinzaine d'années. Une folle envie d'entreprendre pour les autres l'a poussé dans le lancement de son association "Sociedade do Sol", littéralement "la Société du Soleil". Son objectif ? Mettre à disposition une technologie adaptée aux climats tropicaux et subtropicaux, pour chauffer l'eau de douche à bas coût.

Le CESBM (Chauffe-eau Solaire Bon Marché) a été montré dans un salon de technologies environnementales, au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro (1992). L'équipe créatrice de ce prototype mené par Augustin en a poursuivi le développement, privilégiant les matériaux à bas coût tout en maîtrisant son rendement, afin de le rendre accessible aux familles de faibles revenus.

En 2001, le CESBM a été montré au grand public et suscita un vif intérêt, en tant que produit bon marché, et générant une économie significative de la consommation d'électricité des ménages. Son installation a ensuite commencé dans de nombreux domiciles, à travers le Brésil. Aujourd'hui plus de 60 000 stations ont été installées à travers le Brésil.

Comment fonctionne la Sociedade do Sol ? Ses membres ne sont en aucun cas installateurs et encore moins revendeurs de chauffe-eau. Ils mettent tout simplement, sur leur site Internet à la disposition de tous et gratuitement, le guide de fabrication du chauffe-eau. Ce guide explique toutes les étapes, les côtes, la quantité de chacun des matériaux nécessaires... Et tout ça avec des matériaux ultra simples et à très bas coût. Résultat un chauffe-eau valant 5% d'un chauffe-eau classique !

Le boulot de la Sociedade aujourd'hui c'est d'améliorer et toujours améliorer leur guide et leur petit système pour le rendre plus efficace et encore moins cher mais aussi et surtout de communiquer pour qu'un maximum de Brésiliens puissent en avoir l'accès. Aujourd'hui le projet a

pris de l'ampleur et leur site (et donc leur guide) est traduit en anglais, espagnol, français pour qu'un maximum de personnes puissent s'en servir !

Et ça marche, ça marche très bien, le nombre d'internautes téléchargeant le guide explose. L'objectif d'Augustin est simple : plus de 2 millions de chauffe-eau installés en 3 ans... Evidemment, vous l'avez compris cette organisation ne gagne pas d'argent mais s'auto-suffit grâce à des aides comme celle de l'organisme ASHOKA (www.ashoka.org) et certaines formations personnalisées à la construction du chauffe-eau à Sao Paulo...

L'idée n'est-elle pas géniale ? La mise à disposition de la connaissance pour tous dans un but social et environnemental... Bravo Augustin !

Le manuel est disponible à cette adresse :
<http://www.sociedadodosol.org.br/fr/manuel.htm>

Source : Métro — 09.07.08



Mentions légales :

Sortir du nucléaire n°42 — Mai 2009 —
Abonnement pour un an : 12 euros (4 numéros).
Abonnez-vous ou réabonnez-vous sur :
<http://boutique.sortirdunucleaire.org/>
Ou par courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"
9, rue Dumenge — 69317 Lyon Cedex 04
(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")
Directeur de publication : Patrice Bouveret
Rédacteur en chef : Philippe Brousse
Corrections : Myriam Battarel
Maquette : Wladimir Quénu



CPPAP : 06 013 G 83296 — ISSN : 1276-342 X
Tirage : 20 000 exemplaires.
Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé
avec des encres à base végétale.
Date de dépôt légal : à parution.
Retrouvez toute l'actualité sur : www.sortirdunucleaire.fr

*La reproduction des articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.
Les "publicités" sont des échanges avec des partenaires triés sur le volet, sans aucune contrepartie financière.*